

La Faculté de droit incarne les premiers débuts de l'histoire de l'Université de Damas, et maintenant elle célèbre son premier centenaire, tout au long de laquelle elle a été le centre pour les sciences du droit. C'est un événement national et scientifique dont nous sommes fiers. Nous rappelons le passé et regardons vers l'avenir, l'aspiration couplée à l'espoir, et travaillons pour l'avancement continu de ce noble édifice scientifique.

L'administration de la Faculté de droit, ses professeurs, ses étudiants et ses employés regardent avec respect et gratitude la génération précédente de professeurs fondateurs, qui ont contribué à l'enrichissement et au développement des sciences juridiques, et ont enrichi de leurs livres la littérature juridique nationale, arabe et internationale.

Et c'est une confiance que nous portons pour être héritée par les générations futures, et pour contribuer à la diffusion des sciences de la vérité et de la justice humaine. Accueillir l'avènement de l'ère bicentenaire de l'histoire future de la Faculté de droit de l'Université de Damas, dont nous sommes fiers à travers les âges et les époques.

Doyen de la Faculté de droit, Université de Damas

Premièrement – un aperçu historique de la Faculté de droit :

L'École de droit a été créée le 1er novembre 1913, après la proclamation de la constitution de l'Empire ottoman et la demande des Arabes d'ouvrir des instituts supérieurs. Il était basé dans le bâtiment préparé pour l'école Sanayeh à Beyrouth. L'étude a commencé un mois après son inauguration et des professeurs distingués de divers pays arabes ont pris ses fonctions. Son programme comprenait les matières de base dans les études juridiques à l'époque. Une bibliothèque était rattachée à l'école, et les professeurs et étudiants contribuaient à lui fournir des livres de valeur, en plus de ce qu'elle contenait.

À la suite du déclenchement de la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1918, l'école a été déplacée à Damas et a occupé la construction de l'école (anglaise-irlandaise) située sur la place Al-Dawamaneh dans le quartier de Bab Touma. , jusqu'en 1918, quand il a été rendu à Beyrouth. Après la fin de la guerre, un premier gouvernement national a été établi en Syrie et l'idée de créer l'université a été ressuscitée. Les efforts entrepris par le professeur Sate' Al-Hosary et le Dr Reda Saeed ont abouti à la création d'un institut de médecine et d'une école de droit.

L'école a rouvert ses portes le 25 septembre 1919 dans le bâtiment actuellement occupé par le ministère du Tourisme, situé sur la rive de la rivière Barada à côté de la Sulaymaniyah Tekke. L'école en occupait une partie, et sa gestion fut confiée au professeur Abdel Latif Salah, et il fut décidé que l'enseignement se ferait uniquement en arabe, et la durée des études fut fixée à trois ans.

En 1920, le gouvernement du Mandat français a décidé de construire un bâtiment pour l'École de droit et a nommé le professeur Abdul Qadir Al-Azm comme directeur, et M. Nasouh Al-Mu'ayyad comme secrétaire général de

l'École. En 1923, son nom a été changé en Institut de droit, et a rejoint l'Institut de médecine, l'Académie scientifique et le Musée de Damas, en une seule institution appelée l'Université syrienne. Les présidents des deux instituts et le directeur de l'Académie scientifique l'ont présidé à tour de rôle, jusqu'en 1929, date à laquelle il a été décidé que le chef de l'État, sur proposition du ministre de l'Éducation, se charge de nommer le président de l'Université syrienne ; alternativement entre les deux doyens de l'Institut de médecine et de l'Institut de droit, pour un mandat de trois ans. Le conseil universitaire était composé de deux doyens et de trois professeurs de chaque institut, et la mission du conseil était consultative dans toutes les questions liées à la gestion de l'université.

En 1930, l'administration de l'Institut de droit a contribué à la réforme du système éducatif, en adoptant des leçons pratiques et en ajoutant de nouveaux cours tels que les droits fondamentaux et publics et les principes judiciaires. Il a également approuvé un système d'examens oraux et écrits et créé des divisions spécialisées dans les droits judiciaires, administratifs et juridiques.

En 1946, l'Institut de droit est devenu l'une des facultés de l'Université syrienne, et il a déménagé dans son bâtiment actuel (Al-Hamidiyah Caserne). En 1949, trois branches du collège sont créées (droit public, sciences financières, sciences économiques) et la durée des études devient quatre années universitaires, au terme desquelles l'étudiant obtient un diplôme (Bachelor of Law) en droit, en plus à un certificat de spécialité de la branche à laquelle il appartient. En 1955, l'étude spécialisée a été abolie, et le grade de licence en droit a été établie à la place.

En 1959, la loi n° /148/ a été promulguée, selon laquelle l'Université de Damas, sur proposition de la Faculté de droit, a pris en charge la délivrance des diplômes de troisième cycle en droit public, droit privé et sciences administratives et

financières. En plus d'un doctorat en droit. Le collège enseigne ces diplômes depuis l'année académique 1964–1965, et il a accordé le 26/10/1968 le premier doctorat en droit.

En 1971, le Collège de droit a été réorganisé par le décret n° 124, qui comprend un plan d'études qui a commencé à être mis en œuvre depuis l'année universitaire 1971–1972, suivi de la promulgation de la loi organisant les universités de 1975 et de ses règlements exécutifs publiés par Décret n° 2059 de 1982, de sorte que l'année scolaire se composait de deux semestres dans divers collèges, à partir de l'année académique 1985–1986. En conséquence, les cours académiques spécifiés dans le décret n° 124 de 1971 sont répartis sur deux semestres dans chaque année du premier niveau universitaire. L'étape des études supérieures a également été réorganisée à la Faculté de droit, et l'Université de Damas a délivré un diplôme de troisième cycle dans les spécialisations suivantes : droit privé, droit public, droit international, droit pénal et sciences administratives et financières.

Le 29/07/2001, le décret n° 382 a été publié, qui prévoyait l'autorisation d'accepter un certain nombre de titulaires d'un certificat d'études secondaires ou son équivalent dans le système d'enseignement ouvert. Le programme d'études juridiques a été ouvert au Collège de droit depuis l'année académique 2002–2003 et comprend un certain nombre de cours de base et optionnels. Ces cours doivent être enseignés et l'étudiant passe ses examens trimestriels sur une période de quatre années académiques, à l'issue desquelles il obtiendra une licence en études juridiques/système d'éducation ouvert. L'enseignement ouvert a été réorganisé à l'Université de Damas en vertu de la résolution ministérielle n° / 92 / publiée le 15/01/2007.

Par la suite, la loi n°/6/ du 01/04/2006, ainsi que ses règlements d'application édictés par le décret n°/250/ du 07/10/2006, ont été promulgués en vertu desquels le règlement intérieur des collèges est devenu approuvée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le système du diplôme de deuxième cycle a été remplacé par un degré de Master, qui comprend l'étude de plusieurs cours en première année, et la préparation d'un mémoire de master en deuxième année, avant de passer à l'inscription au doctorat. En conséquence, le système d'études supérieures à la Faculté de droit a été publié conformément à la résolution ministérielle n° 5/ du 10/2/2008. L'Université de Damas délivre désormais un master en droit avec les spécialisations suivantes : droit privé, droit public, droit international, droit pénal, droit commercial, sciences administratives et financières.

Le 25/03/2013, la résolution ministérielle n° 19 a été publiée contenant le nouveau règlement intérieur de la faculté de droit, après près de quarante ans de mise en œuvre du plan d'études précédent. Le nouveau plan a été appliqué aux nouveaux étudiants à partir de l'année scolaire 2013–2014. Le plan se distingue par le fait qu'en plus de ses cours traditionnels, il contient plusieurs cours mis à jour et innovants. Il a ensuite été amendé par la Résolution Ministérielle n°93 / du 10/10/2016 avec ses dispositions transitoires.

La loi d'organisation des universités et son règlement d'exécution pour l'année 2006 ont autorisé la création d'un master professionnel, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition du Conseil de l'université. En conséquence, la résolution ministérielle n° 24 / du 04/11/2013 AD a été publiée, qui comprenait la création d'un master professionnel à la Faculté de droit de l'Université de Damas, dans les disciplines suivantes : magistrature et Barreaux, Droit Immobilier Administratif, Juridiction Pénale et Action Pénale, La

gestion des Relations Internationales et Diplomatie, Droit des Affaires. La Faculté de droit a commencé à enseigner certaines de ces spécialisations successivement à la rentrée 2013/2014.

Le nombre d'étudiants de la faculté de droit s'est également étonnamment développé depuis 1946, lorsque leur nombre n'excédait pas 400 étudiants, alors que le nombre d'étudiants de la faculté est actuellement d'environ 12 000 étudiants dans l'enseignement ordinaire, et approximativement le même nombre d'étudiants inscrits dans le système Open Education/Legal Studies Program. Chaque année, environ 1 000 étudiants sont diplômés de l'enseignement ordinaire et 500 étudiants et étudiantes de l'enseignement ouvert. Le nombre de thèses de troisième cycle enregistrées dans toutes les spécialisations est d'environ 400 thèses de master et 100 thèses de doctorat. Environ 50 étudiants obtiennent un Master chaque année et environ cinq étudiants obtiennent un doctorat.

Le nombre de membres du corps professoral de la Faculté de droit a également évolué depuis 1969, alors que leur nombre n'excédait pas dix-sept, pour atteindre 65 membres du corps professoral en 2018, dont 18 avec le grade de professeur, 25 avec le grade de professeur-Assistant et 22 au grade de maître de conférence. au rang de professeur assistant Au rang d'enseignant.

Il convient de noter le développement de la surface spatiale occupée par l'administration de la Faculté de droit et ses salles d'enseignement, qui s'élève à environ 29160/m<sup>2</sup>. En plus d'un bâtiment moderne qui comprend neuf amphithéâtres, pouvant accueillir environ 3000 étudiants, et il est équipé des dernières aides pédagogiques et techniques, en plus de la bibliothèque du collège, du laboratoire Internet et de la salle d'audience virtuelle.



## **Deuxièmement – Objectifs et diplômes de la faculté de droit:**

A– Objectifs de la faculté :

1– Préparer des spécialistes dans divers domaines des sciences juridiques, qualifier les étudiants et leur fournir un haut niveau de connaissances dans leur domaine de spécialisation en phase avec les progrès scientifiques et répondant aux besoins de la société et du marché du travail.

2– Faire progresser et participer à la recherche et aux études scientifiques visant à réaliser des progrès scientifiques et à créer la structure de diverses questions juridiques qui suivent le développement politique, économique et social de la République arabe syrienne, du monde arabe et du monde.

3– Développer des méthodes et des moyens de recherche scientifique, promouvoir le processus d'enseignement supérieur et d'enseignement, y compris la rédaction et la traduction, uniformiser la terminologie scientifique et développer la littérature universitaire dans les domaines de spécialisation de la faculté de droit.

4– Contribuer aux cours de qualification et de formation continue dans les domaines de spécialisation de la faculté de droit.

5– Consolider le concept d'État de droit et d'institutions, et l'État de droit dans l'État et la société.

6– Construire la personnalité de l'étudiant par une éducation équilibrée et intégrée, et développer sa conscience nationale et nationale et son amour du travail.

7– Orienter les étudiants vers le choix optimal d'études et de recherches compatibles avec leurs qualifications et leurs connaissances dans le domaine des études et de la recherche juridiques.

8- Encourager les activités culturelles, artistiques, sociales et sportives des étudiants.

9- Renforcement des liens culturels et scientifiques avec les autres facultés, universités et organismes scientifiques nationaux, arabes et étrangers.

10- Atteindre le plus haut niveau d'interaction entre la faculté de droit et la communauté avec ses institutions de manière à garantir le meilleur service à la communauté.

11- Activer le rôle du travail professionnel pour relier l'université à la société et à ses différents secteurs.

B- Diplômes académiques délivrés par la Faculté de droit :

1- Licence en droit.

2- Licence en programme d'études juridiques / système d'éducation ouvert.

3- Un Master Parcours professionnel dans les spécialisations déterminées par son propre système.

4- Un Master Parcours Recherche dans les spécialisations déterminées par le système postdoctoral de la faculté de droit.

Doctorat dans les spécialisations déterminées par le système de troisième cycle de la faculté de droit.

## **Troisièmement – Administration du Collège et de ses départements scientifiques :**

### 1– Conseil de la faculté de droit :

Le Conseil de la faculté de droit et son Doyen gèrent ses affaires scientifiques, pédagogiques, administratives et financières, ainsi que les affaires de la recherche scientifique et des études supérieures dans les limites des plans et décisions approuvés par le Conseil de l'Enseignement Supérieur, le Conseil de l'Université et le Conseil de la faculté de droit, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur. Le doyen est assisté dans ses travaux de deux adjoints : l'un pour les affaires scientifiques et la recherche scientifique, et l'autre pour les affaires administratives et les étudiants. Le conseil de la faculté de droit est composé de :

1– Doyen de la Faculté de droit

2– Vice-doyen aux affaires scientifiques

3– Vice-doyen aux affaires administratives et étudiantes

4– Chef du Département de Droit Pénal

5– Chef du Département de droit public

6– Chef du Département de droit privé

7– Chef du Département de Droit International

8– Chef du Département de Droit Commercial

9– Représentant du Syndicat des Enseignants

10– Un représentant des étudiants d'enseignement supérieur

11– Un représentant des étudiants de premier cycle

12– Secrétaire du Conseil (chef de département)

Le Conseil de la faculté de droit est généralement chargé de prendre des décisions relatives aux affaires scientifiques, éducatives, de recherche, administratives, exécutives et financières, et d'autres spécialisations liées à la faculté de droit, notamment :

1- Fixer les règles relatives à l'assiduité des étudiants à tout moment, et le système des cours, conférences et autres travaux universitaires.

2- Suggérer des programmes d'études, et coordonner entre les différents départements et distribuer des cours et des conférences aux membres du corps professoral et autres.

3- Organiser les examens collégiaux, diffuser ses travaux, soumettre des suggestions à leur sujet, approuver et annoncer les résultats.

4- Soumettre des propositions concernant le projet de règlement intérieur de la faculté de droit, octroyant des titres scientifiques, diplômes, certificats, plan de formation et de qualification, et octroyant des compensations et récompenses aux entrepreneurs, enseignants-chercheurs, chercheurs et professeurs invités.

2- Commission des affaires étudiantes :

Un comité des affaires étudiantes est formé à la faculté de droit, dirigé par le vice-doyen à l'administration et aux affaires étudiantes, et comprend un représentant du syndicat des enseignants, un membre du personnel enseignant de chaque département qui se joint au comité lorsqu'il examine les questions relatives aux départements, et deux représentants de l'Union nationale des étudiants syriens. Ce comité est chargé de soumettre des propositions liées à l'administration des étudiants, aux examens, à la santé, à la culture, aux sports et à d'autres questions étudiantes.

3- Les Départements scientifiques :

- 1– Département de droit privé
- 2– Département de droit public
- 3– Département de droit pénal
- 4– Département de droit international
- 5– Département de droit commercial

Le conseil de département est composé de son président et de trois de chacun des professeurs, professeurs assistants et enseignants du département, nommés périodiquement par le doyen de la faculté de droit au début de chaque année académique, et leur ancienneté est prise en compte dans leur nomination.

Le chef de département supervise le suivi des affaires scientifiques, pédagogiques, administratives et de la recherche scientifique dans le domaine de spécialisation du département et dans la limite des plans prévus par les conseils supérieurs. Le département se réunit au moins deux fois par mois pendant l'année universitaire. Le département est considéré comme la cellule scientifique de base, et il entreprend les tâches qui lui sont confiées par la loi d'organisation des universités et son règlement d'exécution.

Quatrièmement – Décanat du Collège et Chefs de Départements Scientifiques :

1– Doyens de la Faculté de droit depuis sa création :

1– M. Abdel Latif Salah	13– Dr Hisham Al–Qasim
2– M. Salim Al–Attar	14– Dr Abdullah Tolba
3– Dr Abdul Qadir Al–Azm	15– Dr Hassan Al Jokhdar
4– Dr Sami Al–Maidani	16– Dr Hisham Pharaon
5– M. Fayez Al–Khoury	17– Dr Muhammad Aziz Shukri
6– Monsieur Osman Sultan	18– Dr Fouad Deeb
7– Dr Ahmed Al–Samman	19– Dr Aboud Al–Sarraj
8– Dr Fouad Shabat	20– Dr Muhammad Al–Hussein
9– Dr Muhammad Al–Fadil	21– Dr Muhammad Wasel
10– Dr Ahmed Murad	22– Dr Muhammad Hatem Al–Bayat
11– Dr Kamal Ghaly	23– Dr Maher Melendi
12– Dr Abdul Latif Abdeen	24– Dr Haitham Al Tass



2- Vice-doyens de la Faculté de droit depuis 1986 :

3-

Vice-doyen aux affaires scientifiques	Vice-doyen aux affaires administratives et étudiantes
1- Dr Fouad Deeb	1- Dr Muhammad Farouk Abu Al-Shamat
2- Dr Elias Haddad	2- Dr Elias Haddad
3- Dr Muhammad Al-Abdullah	3-Dr Muhammad Al-Hallaq
4- Dr Muhammad Al-Hussein	4- Dr Muhammad Al-Hussein
5- Dr Jawdat Hindi	5- Dr Muhammad Qais
6- Dr Emad Kattan	6- Dr Riyadh Al-Ajlani
7- Dr Yasser Al-Huwaish	7- Dr Ahmed Haraki
8- Dr Maher Melendi	8- Dr Maher Melendi
9- Dr Haitham Al-Tas	9- Dr Baria Al-Qudsi
10- Dr Ammar Al-Terkawi	10- Dr Muhammad Al-Amouri
11- Dr Amal Sherpa	11- Dr Jawdat Hindi
	12- Dr Insaf Muhammad
	13- Dr Sinan Ammar

3- Chefs de départements scientifiques :

Département de droit public	Département de droit privé	Département de droit commercial
Dr Kamal Al-Ghali	Dr Hisham Al Qassem	Dr Jack Al-Hakim
Dr Essam Bashour	Dr Muhammad Al-Abdullah	Dr Hisham Pharaon
Dr Abdallah Tolba	Dr Jawdat Hindi	Dr Elias Haddad
Dr Hassan Jokhdar	Dr Muhammad Hatem Al-Bayat	Dr Haitham Al-Tas
Dr Youssef Shabat	Dr Ayman Abu Al-Ayal	Dr Bassam Cheikh Al-Ashra
Dr Muhammad Al-Hussein	Dr Mohamed Wasel	Dr Moussa Mitri
Dr Najm Al Ahmad	Dr Ahmed Haraki	
Dr Ahmed Ismail	Dr Amal Sherpa	
Dr Muhannad Noah	Dr Zuhair Harh	
Dr Muhammad Al-Hallaq	Dr Fwaz Saleh	
Dr Essam Takruri		

Département de droit international	Département de droit pénal	
Dr Fouad Shabat	Dr Muhammad Al-Fadil	

Dr Mohamed Aziz Shoukry	Dr Aboud Al-Sarraj	
Dr Fouad Dib	Dr Muhammad Qais	
Dr Ahmed Abdel Aziz	Dr Emad Obeid	
Dr Majed Al Hamwi	Dr Bari'a Al-Qudsi	
Dr Maher Melendi	Dr Safaa Otani	
Dr Yasser Al Huwaish	Dr Abdul-Jabbar Al-Hunais	
Dr Amal Yazigi		

Cinquièmement, les membres du corps professoral :

1- Anciens professeurs :

1. M. Abdel Latif Salah	11. Dr Adnan Al-Quwatli
2. M. Salim Al-Attar	12. Dr Muhammad Al-Fadil
3. M. Abdul Qadir Al-Azm	13. Dr Mustafa Al-Baroudi
4. Dr Sami Al-Maidani	14. Dr Kamal Al-Ghali
5. M. Fayez El Khoury	15. Dr Fouad Shabat
6. M. Osman Sultan	16. Dr Ahmed Murad
7. Dr Ahmed Al-Samman	17. Dr Nihad El Sebaei
8. Dr Maarouf Al Dawalibi	18. Dr Majed Al-Halawani
9. Dr Munir Al-Ajlani	19. Dr Abdul Latif Abdeen
10. Dr Rizk Allah Antaki	20. Dr Hisham Al Qassem

21. Dr Fouad Dahman
22. Dr Zine El Abidine Barakat
23. Dr Mohamed Aziz Shoukry
24. Dr Muhammad Hassan Al Jokhdar
25. Dr Abdullah Tolba
26. Dr. Bracelet Waheeduddin
27. Dr Shafiq Al-Jarrah
28. Dr Hisham Pharaon
29. Dr Jack Al-Hakim
30. Dr Saïd Murad
31. Dr Elias Haddad
32. Dr Fouad Dib
33. Dr Riad Alkhani

34. Dr Faris Al-Khoury
35. Dr Farouk Al-Basha
36. Dr Fawzy Al-Ghazi
37. Dr Shaker Al Hanbali
38. Dr Rashid Al-Daqer
39. Dr Abu Al-Yusr Abdeen
40. Dr Elias Al-Youssef
41. Dr Riyad Al-Daoudi
42. Dr Mustafa Al-Zarqa
43. Dr. Mohammed Jalal Hamza

44. Dr. Muhammad Al-Hajji Al-Kurdi
45. Dr Ibrahim Salkini
46. Dr Muhammad Al-Khatib
47. Dr Mahmoud Filterha
48. Dr Faisal Kulthum
49. Dr Essam Bashour
50. Dr Youssef Shabat
51. Dr Muhammad Abdallah
52. Dr Adnan Al-Ajlani
53. Dr Mustafa El Sebaei
54. Dr Abdul Razzaq Cheikh Najib
55. Dr Marwan Al-Qahf
56. Dr Mahmoud Sarm
57. Dr Ahmed Abdel Aziz
58. Dr Majed Al-Hamwi

59. Dr Emad Obaid
60. Dr Mohamed Walid Al-Masry
61. Dr Riyad Al-Ajlani
62. Dr Muhammad Ammar Ghazal
63. Dr Muhammad Samer Al-Qattan
64. Dr. Mohamed Samer Ashour
65. Dr. Emad Kattan
66. Dr. Muhammad Irfan Al Khatib
67. Dr Bashar Al Fakhry

68. Dr Muhammad Saeed Ismail
69. Dr Hawash Shaheen
70. Dr Muhammad Qais
71. Dr Basma Al-Dabbas
72. Dr Mohamed Hisham Awad
73. Dr Jamal Meknès
74. Dr Mohamed Wasel
75. Dr Muhannad Noah
76. Dr Manal Al-Munajjid
77. Dr Sawsan Bakh
78. Dr Anan Cheikh Haider
79. Dr Somaya Ali
80. Dr Jamil Ammar
81. Dr Samah Agha
82. Dr. Abboud Al-Sarraj
83. Dr Taher Damerji

## 1- Membres du corps professoral actuels :

<b>Département de droit privé</b>				
<b>Le nom</b>	<b>l'Université</b>	<b>année de subvention</b>	<b>Pays de délivrance du doctorat</b>	<b>juridiction exacte</b>
<b>1.</b> Dr. Muhammad Hatem Al Bayat	Bordeaux	1995	France	droits originaux en nature
<b>2.</b> Dr. Ayman Abou Al-Ayal	Ain Shams	1999	Egypte	Droit civil comparé
<b>3.</b> Dr. Fawaz Saleh	Toulouse	2000	France	Sources d'engagement
<b>4.</b> Dr. Amal Sharba	Damas	2002	syrien	Droit civil comparé
<b>5.</b> Dr. Jawdat Hindi	Strasbourg	1991	France	Législation immobilière
<b>6.</b> Dr. Zuhair Harh	Ain Shams	1999	Egypte	Droit civil comparé
<b>7.</b> Dr. Ahmed Haraki	Toulouse	1997	France	droits originaux en nature
<b>8.</b> Dr. Ali Al Jassim	Ain Shams	1999	Egypte	Contrats nommés
<b>9.</b> Dr. Moaied Zidane	Caire	2010	Egypte	Sociologie juridique
<b>10.</b> Dr. Hala Al Hassan	Damas	2010	syrien	Preuve en matière civile
<b>11.</b> Dr. Un peu Al-Shamat	Damas	2005	syrien	Droit civil comparé
<b>12.</b> Dr. Imran Kahil	Lille 2	2011	France	Actifs de mise en œuvre
<b>13.</b> Dr. Nabil Mikdad	Toulouse	2004	France	droits originaux en nature
<b>14.</b> Dr. Jamal Mathkour	Caire	2008	Egypte	Législation du travail
<b>15.</b> Dr. Maya Mahmoud	Dijon	2013	France	Droit économique
<b>16.</b> Dr. Mohammed Youssef	Aix- Marseille	2015	France	Contrats spéciaux

<b>Département de droit public</b>				
<b>Le nom</b>	<b>l'Université</b>	<b>année de subvention</b>	<b>Pays de délivrance du doctorat</b>	<b>juridiction exacte</b>
<b>1.</b> Dr. Mohammed al Hussein	C'était	1988	France	Loi administrative
<b>2.</b> Dr.. Mohammed Al-Hallaq	Orléans	1988	France	législation fiscale
<b>3.</b> Dr. Said Nuhili			Allemagne	Droit administrative
<b>4.</b> Dr.. étoile d'Ahmad	Ain Shams	2001	Egypte	Droit administrative
<b>5.</b> Dr. Hassan Bahri	Ain Shams	2006	Egypte	Droit constitutionnelle
<b>6.</b> Dr. Ahmed Ismaïl	Strasbourg	1994	France	Droit constitutionnelle
<b>7.</b> Dr. Jamila Al Sharbaji	Caire	2004	Egypte	Droit constitutionnelle
<b>8.</b> Dr. Mona Adelby	Caire	2006	Egypte	Finance publique
<b>9.</b> Dr. Jamil savonneuse	Ain Shams	2005	Egypte	Finance publique
<b>10.</b> Dr. Ammar Al-Terkawi	Ain Shams	2007	Egypte	Législation environnementale
<b>11.</b> Dr. Mohammed Al-Amouri	Damas	2003	syrien	Finance publique
<b>12.</b> Dr. Abdul Rahim Safadi	Londres	1992	Grande-Bretagne	Administration générale
<b>13.</b> Dr. Muhammad Khair Al-Akkam	Caire	2003	Egypte	législation fiscale
<b>14.</b> Dr. Issam Tkruri	René Descartes	2010	France	Droit constitutionnelle
<b>15.</b> Dr. Insaf Mohammed	Paul Cézanne	2010	France	Finance publique
<b>16.</b> Dr. Bassem Azo	l'Université libanaise	2011	Liban	droit public

<b>17.</b> Dr. Mahmoud Al Sarran	Aix-Marseille	2011	France	Législation douanière
<b>18.</b> Dr. Sinan Ammar	Renne 1	2014	France	systèmes politiques
<b>Département de droit commercial</b>				
<b>Le nom</b>	<b>l'Université</b>	<b>année de subvention</b>	<b>Pays de délivrance du doctorat</b>	<b>juridiction exacte</b>
<b>1.</b> Dr. Farouk Abou Alshamat	Londres	1986	Britannique A	Droit maritime
<b>2.</b> Dr. Moussa métri	Tour	1994	France	contrats internationaux
<b>3.</b> Dr. Haitham Al Tas	Aix-Provence	2004	France	droit commercial foncier
<b>4.</b> Dr. Hanan Malika	Damas	2011	syrien	E-commerce
<b>5.</b> Dr. Maissoun El Massri	premier paris	2010	France	Bourse
<b>6.</b> Dr. Bassam Cheikh El Ashra	Caire	2006	Egypte	droit aérien
<b>7.</b> Dr. Suhair Al Jundi	Toulouse	2002	France	droit aérien
<b>8.</b> Dr. Mohamed Qorbach	Caire	2004	Egypte	sociétés commerciales

<b>Département de droit international</b>				
<b>Le nom</b>	<b>l'Université</b>	<b>année de subvention</b>	<b>Pays de délivrance du doctorat</b>	<b>Spécialisation</b>
<b>1.</b> Dr. Yasser Al Huwaish	Ain Shams	2001	Egypte	droit international public
<b>2.</b> Dr. Jassem Zakaria	Ain Shams	2001	Egypte	droit international public
<b>3.</b> Dr. Amal Yaziji	Paris dix	1996	France	terrorisme international
<b>4.</b> Dr. Maher Mellandi	Sorbonne	1999	France	Droit économique international
<b>5.</b> Dr. Emad Al-Din Al-Mohammed	Caire	2007	Egypte	droit international public
<b>6.</b> Dr. Maya Al Dabbas	Damas	2002	syrien	fleuves internationaux

<b>7.</b> Dr. Nouredin Khazem	La Russie	1993	la Russie	Droit humanitaire internationale
<b>8.</b> Dr. Wafaa Falhout	Damas	2005	syrien	Droit internationale privé
<b>9.</b> Dr. Sager Al Khabour	Damas	2009	syrien	Droit internationale privé
<b>10.</b> Dr. Ibrahim Draghi	Ain Shams	2002	Egypte	Droit international public
<b>11.</b> Dr. Rana Abboud	Damas	2013	syrien	Fleuves internationaux
<b>12.</b> Dr.. Ahmed Omar	Damas	2015	syrien	Droit Pénal International

### Département de droit pénal

<b>Le nom</b>	<b>l'Université</b>	<b>année de subvention</b>	<b>Pays de délivrance du doctorat</b>	<b>Spécialisation</b>
<b>1.</b> Dr. Bari'a Al Qudsi	Poitiers	1988	France	Principes des procès pénaux
<b>2.</b> Dr. Abdul-Jabbar Al-Hunais	Poitiers	1995	France	droit des mineurs délinquants
<b>3.</b> Dr. Safaa Otani	Poitiers	2002	France	Criminologie
<b>4.</b> Dr. Issa Makhoul	Troisième Lyon	2009	France	Code Pénal Spécial
<b>5.</b> Dr. Tamim Mikaël	Grenoble	2010	France	Droit pénal comparé
<b>6.</b> Dr. Youssef Al-Rifaï	Paul Cézanne	2009	France	Code pénal général
<b>7.</b> Dr. Hossam El Din Sarij	Mansourah	2005	Egypte	crimes économiques
<b>8.</b> Dr. Razan al-Olabi	Damas	2017	syrien	Code Pénal Spécial

## **Sixièmement – Système d'études supérieures:**

Le système d'études supérieures a été approuvé en vertu de la résolution du ministre de l'Enseignement supérieur n° 5/ et de la date du 02/10/2008, qui a été publiée sur la base de la décision du Conseil de l'enseignement supérieur n° / 53 du 15/ 1/2008.

### **1– Diplômes académiques:**

L'Université de Damas, à la demande du Conseil de la Faculté de droit et sur proposition du département concerné, délivre les deux diplômes universitaires suivants :

1. Un Master dans l'une des spécialisations suivantes :
  - Droit Privé , affilié au Département Droit Privé.
  - Droit public , affilié au Département de droit public.
  - Droit International , affilié au Département Droit International.
  - Droit commercial , affilié au département Droit commercial.
  - Droit Pénal , affilié au Département de Droit Pénal.
2. Doctorat en droit dans les spécialisations indiquées au paragraphe (a).

### **2– Cours académiques:**

Dans chacune des spécialisations de master visées au paragraphe (a) de l'article premier du présent système, quatre cours de base sont dispensés de trois heures par semaine tout au long de l'année, et le cours de méthodologie scientifique juridique, en plus de deux cours au choix de trois heures par semaine tout au long de l'année. Et ne doit pas être inférieur au nombre d'heures de

cours théoriques et pratiques de base et à option enseignées en première année de Master 21 heures , selon les modalités suivantes:

<b>Master en droit privé</b>			
Nombre d'heures hebdomadaires			
<b>Des cours de base</b>	Le total	Pratique	Théorique
Droit civil approfondi	3	–	3
Droit civil comparé	3	–	3
Charia islamique ( transactions personnelles et statut )	3	–	3
Procès civils	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>			
<b>Cours optionnels de</b>	Le total	Pratique	Théorique
Propriété intellectuelle	3	–	3
Le droit commercial	3	–	3
Législation sociale	3	–	3
Arbitrage	3	–	3
Histoire et philosophie du droit	3	–	3
Conflit de lois	3	–	3
Contrats spéciaux	3	–	3
Droits personnels	3	–	3

<b>Master de droit public</b>	
	Nombre d'heures hebdomadaires

<b>Des cours de base</b>	Le total	Pratique	Théorique
Droit constitutionnel et systèmes politiques	3	–	3
Droit administrative	3	–	3
Droits de l'homme et libertés publiques	3	–	3
Finances publiques et législation fiscale	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Cours optionnels de</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Emploi public	3	–	3
Contrats administratifs	3	–	3
Politique financière	3	–	3
Surveillance financière	3	–	3
Droit administratif international	3	–	3
Législation environnementale	3	–	3
Législation douanière	3	–	3
Administration générale	3	–	3
Administration locale	3	–	3

<b>Master en droit international</b>			
Des cours de base	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	théorique
Droit international public	3	–	3
Droit internationale privé	3	–	3
Droit économique international	3	–	3
Les organisations internationales	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Cours au choix</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Juridiction et arbitrage internationaux	3	–	3
Gestion des Relations Internationales	3	–	3
Droit humanitaire internationale	3	–	3
Les contrats internationaux	3	–	3
Protection internationale des droits de l'homme	3	–	3
Protection internationale de l'environnement	3	–	3
Droit Pénal International	3	–	3
Droit de la mer	3	–	3

<b>Master en droit commercial</b>			
<b>Des cours de base</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Droit commercial foncier	3	–	3
Sociétés commerciales	3	–	3
Droit commercial maritime	3	–	3
Droit Bancaire	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Cours au choix</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Droit du commerce international	3	–	3
Droit de l'Assurance	3	–	3
E-commerce	3	–	3

Bourse	3	–	3
Droit de la concurrence	3	–	3
Propriété industrielle	3	–	3
Contrats de transport	3	–	3

<b>Master en droit pénal</b>			
<b>Des cours de base</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	théorique
Droit pénal général	3	–	3
Droit Pénal Privé (Personnes)	3	–	3
Droit Pénal Spécial (Bien)	3	–	3
Principes des procès pénaux	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Cours au choix</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Criminologie	3	–	3
Science de la punition	3	–	3
Sciences médico-légales	3	–	3
Coopération internationale dans la lutte contre la criminalité	3	–	3
Politique criminelle	3	–	3
Crimes contre la sûreté de l'État	3	–	3
Droit pénal des affaires	3	–	3
Législation pénale spéciale	3	–	3

<b>Master en Sciences Administratives et Financières</b>			
<b>Des cours de base</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
Administration publique	3	–	3
Le budget de l'Etat	3	–	3
Législation fiscale et douanière	3	–	3
Contrats administratifs	3	–	3
Méthodologie scientifique juridique	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

<b>Cours au choix</b>	Nombre d'heures hebdomadaires		
	Le total	Pratique	Théorique
La politique fiscale	3	–	3
Utilité publique	3	–	3
Contrôle financier et administratif	3	–	3
Administration locale	3	–	3
Décisions de gestion	3	–	3
Juridiction administrative	3	–	3

### **3- Système d'étude :**

1. Une langue étrangère (français ou anglais) est enseignée dans un ou deux cours de base au maximum dans chacune des spécialités du master, à l'exception du cours de méthodologie scientifique juridique.
2. Au début de chaque année académique, le ou les cours dispensés en langue étrangère sont déterminés par décision du Conseil de la faculté de droit sur proposition du Conseil départemental compétent.
3. Les cours au choix qui sont ouverts annuellement sont déterminés par une décision du Conseil de la faculté de droit sur proposition du conseil départemental compétent, à condition que le nombre de cours ouverts ne soit pas inférieur à trois des cours spécifiés dans ce système.
4. Le cours au choix n'est pas ouvert si le nombre d'étudiants inscrits est inférieur à trois, à moins que le conseil de la faculté de droit n'en décide autrement sur proposition du conseil de département concerné.
5. Le programme de chaque cours de ce système comprend une section générale et une section spéciale.
6. La section spéciale traite d'un ou plusieurs sujets déterminés par décision du conseil départemental compétent sur proposition du professeur du cours, au début de chaque année académique.
7. Le Cabinet de Doyen annonce au début de chaque année académique et avant le début de l'enseignement les sujets de la section générale et de la section spéciale pour chacun des cours du Master.

### **4- Conditions d'admission et d'inscription en Master :**

1. Pour qu'un étudiant soit inscrit à un Master, les éléments suivants sont requis :

A- Il doit avoir obtenu une licence en droit avec la mention « bien » au moins d'une des universités de la République arabe syrienne, ou un diplôme équivalent d'un collège ou d'un institut supérieur reconnu par le Conseil universitaire conformément aux règles fixées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

B- Réussir un examen en langue étrangère dans les conditions fixées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

2. L'admission au Master se fait par comparaison selon l'ordre des notes de la moyenne générale du premier diplôme universitaire pour les candidats, et le nombre d'étudiants admis annuellement dans chaque spécialisation ne peut dépasser le triple du nombre de professeurs dans le département auquel appartient ce Master.

3. Un nombre d'étudiants non syriens peut être accepté par décision du président de l'université, déterminé par le Conseil de l'enseignement supérieur, selon les règles de différenciation pour cette catégorie d'étudiants.

4. L'étudiant qui a obtenu un Master dans l'une des disciplines n'a pas le droit de s'inscrire à un autre Master et un étudiant qui échoue à un Master n'a pas le droit de s'inscrire à un autre Master.

5. Pour qu'un étudiant obtienne un Master, les éléments suivants sont requis :

A- Poursuivre ses études et réussir les examens de toutes les filières prévues pour le master auquel il est inscrit conformément aux dispositions de l'article 4 du présent régime, dans un délai d'au moins une année académique et d'au plus deux ans, après quoi il est renvoyé du Master

B – Préparer une recherche après sa réussite dans tous les cours, sur un sujet approuvé par le Conseil de l'Université sur proposition du conseil de département compétent et l'approbation du Conseil de la faculté de droit, à condition que le délai de préparation de la recherche ne soit pas inférieur d'un an à compter de

la date d'approbation du Conseil de l'Université pour enregistrer le sujet de recherche, et la période maximale ne peut excéder la période maximale dans laquelle l'étudiant est inscrit pour soumettre un mémoire du Master sur une période de trois ans, faute de quoi son inscription sera annulée et son inscription à la recherche sera annulée. Le Conseil universitaire peut maintenir l'inscription pour une autre année dans certaines circonstances qu'il détermine en fonction du rapport du professeur superviseur et de l'approbation du Conseil de département et de la faculté de droit, faute de quoi son inscription sera annulée et son inscription à celui-ci sera annulée.

c- Il remet les résultats de ses recherches dans une Mémoire de recherche qui sera acceptée par le jury après discussion publique.

6. L'étudiant qui échoue en première année a le droit de reprendre les cours où il a échoué pendant une période d'une année académique. S'il échoue à l'un des cours, il sera renvoyé du master. L'étudiant qui échoue est considéré de facto inscrit à l'année universitaire suivante.

7. L'étudiant en master a le droit de suspendre son inscription au stade de la préparation à la recherche pour une durée d'un an, selon les règles approuvées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

#### **5- Conditions d'admission et d'inscription au doctorat :**

1. Pour qu'un étudiant soit inscrit à un doctorat, les éléments suivants sont requis :

A- Il doit avoir obtenu un Master en droit avec mention bien au moins, d'une université de la République arabe syrienne ou d'un collège ou institut supérieur reconnu par le conseil universitaire.

b- Réussir un examen en langue étrangère dans les conditions fixées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

2. Pour qu'un étudiant obtienne un doctorat, les éléments suivants sont requis :

a- Préparer une Thèse innovante sur un sujet étroitement lié au Master obtenu, approuvé par le Conseil de l'Université sur proposition du conseil de département concerné et l'approbation du Conseil de la faculté de droit.

b- Publier deux articles de recherche en rapport avec le sujet de sa thèse dans une revue scientifique spécialisée ou obtenir l'approbation de la revue pour les publier.

C- Soumettre une lettre avec les résultats de ses recherches qui seront acceptées par le jury et y mener une discussion publique.

#### **6- Système d'examen de Master (année d'études):**

1. L'examen du master a lieu une fois par année académique aux dates spécifiées dans le calendrier universitaire.

2. Pour que l'étudiant puisse passer l'examen du cours, il est nécessaire qu'il remplisse un pourcentage de temps de travail d'au moins 90% du total des heures allouées au cours, sinon il se verra refuser l'entrée à l'examen. Le conseil de département peut, sur demande présentée par l'étudiant au cabinet de doyen et avec l'approbation du professeur du cours, lui permettre de se présenter à l'examen de ce cours s'il a un taux de temps de travail d'au moins 75 %. Les horaires de travail des étudiants sont contrôlés par le vice-doyen aux affaires scientifiques.

3. Les examens se déroulent sous forme écrite et orale dans tous les cours de sorte que la note finale pour chaque examen de cours se compose de deux parties, l'une pour l'examen oral de 40 points et l'autre pour l'examen écrit de

60 points. pas considéré comme réussi à l'examen du cours à moins qu'il n'obtienne un total minimum à l'examen Pas moins de 60 degrés. Il est stipulé que sa note ne doit pas être inférieure à 40 points à l'examen écrit et à 20 points à l'examen oral, et il n'est pas permis de passer un examen oral s'il échoue à l'examen écrit.

4. L'examen du cours de méthodologie scientifique juridique se compose de deux parties, l'une pour le travail de l'étudiant au cours de l'année et son score est estimé à 40%, et l'autre est pour la présentation et la discussion, et son score est estimé à 60%. de présentation et de discussion pour chaque étudiant est déterminé par tirage au sort parmi les thèmes déterminés par le professeur du cours de méthodologie.

5. La durée de l'épreuve écrite est de trois heures et le conseil de la faculté de droit peut, sur proposition du conseil de département, la porter à quatre heures.

6. L'examen oral est tenu pour ceux qui ont réussi l'examen écrit dans chaque cours après avoir annoncé les résultats de l'examen écrit à l'heure et au lieu déterminés par le doyen de la faculté de droit, devant un comité composé de trois examinateurs nommés par la faculté de droit. conseil sur proposition du conseil départemental concerné.

7. Le score de l'examen oral est déterminé par le résultat de la compilation des scores déterminés par chaque membre du comité, et en divisant le total par leur nombre.

8. Le professeur affecté à l'enseignement du cours recueille les notes des membres du comité et prépare un relevé des résultats de cet examen pour chaque étudiant, et le remet au chef du département concerné après la signature par les membres du comité participant à l'examen.

## **7– Inscription à l'étape de Mémoire ou de thèse de recherche et modalités de la soutenance :**

1. L'étudiant prépare sa thèse de recherche ou de doctorat en arabe, et celle-ci doit être accompagnée d'un résumé adéquat dans une langue étrangère (anglais ou français).
2. Le Conseil de l'Université, sur proposition du conseil de département compétent et l'approbation du conseil de la faculté, désigne parmi les membres du corps professoral pour superviser la préparation de la thèse, à condition que le rang du directeur de thèse ne soit pas inférieur à celui d'un professeur assistant. Un autre membre du personnel enseignant, des professeurs invités ou des spécialistes qualifiés d'universités extérieures travaillant dans le domaine de la recherche scientifique peuvent participer à l'encadrement, et l'appréciation de leur éligibilité appartient au Conseil des affaires scientifiques.
3. Au terme de sa préparation, le directeur de thèse (et le co-directeur s'il y a lieu) remet au conseil de département un rapport circonstancié précisant sa validité pour soumission au jury.
4. L'étudiant remet dix exemplaires de sa thèse, dont trois ou cinq sont distribués au jury. Après approbation de la thèse, un exemplaire est déposé à la bibliothèque de la faculté, un autre à la bibliothèque universitaire, et les autres exemplaires sont envoyés au secrétariat du Conseil de l'enseignement supérieur.
5. Le Conseil des Affaires Scientifiques, sur proposition du Conseil du Collège et avis du Conseil de Département, nomme un comité pour juger la thèse des membres du corps professoral de la faculté de droit, et l'un des membres du comité peut être en dehors des universités, et il est exigé qu'il soit au niveau des membres du corps professoral, et l'appréciation de cela appartient au Conseil des Affaires Scientifiques.

6. La commission de jugement d'un Master est composée de trois membres, dont l'un est le directeur, et la commission de jugement d'une thèse de doctorat est composée de cinq membres, dont l'un est le directeur.

7. Le conseil de la faculté de droit établit un formulaire approuvé pour l'impression de la thèse de Mémoire ou de doctorat et de sa couverture.

8. La date et le lieu de la soutenance de la thèse sont déterminés par le doyen de la faculté, au moins une semaine avant la date de la soutenance.

9. Après la soutenance de la thèse ou de la Mémoire de recherche, le jury remet un rapport détaillé comprenant le résultat de l'étudiant approuvé à l'unanimité par le jury ou à la majorité de ses membres. Ce rapport est présenté au conseil de département puis renvoyé au conseil de la faculté et à l'université. Conseils pour approbation. Le comité peut recommander d'échanger la thèse avec des universités arabes et étrangères si cela en vaut la peine. Il peut également recommander l'impression et la publication de la thèse aux frais de l'université, en tout ou en partie, et en remettre à l'étudiant des exemplaires et lui en récompenser, selon les règles fixées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

10. Le conseil de la faculté, sur proposition du jury de thèse et sur approbation du conseil de département concerné, peut autoriser l'étudiant dont l'admissibilité à un Master ou à un doctorat n'a pas été déterminée à présenter une nouvelle fois sa thèse après combler ses lacunes dans un délai d'au moins six mois et d'au plus un an.

### **Septièmement – Système du Master professionnel:**

Le Master professionnel de la Faculté de Droit a été délivré par la Résolution Ministérielle n° 24 / du 4/11/2013 AD

### **1– Objectifs et conditions d'admission :**

1. Le Master professionnel vise à qualifier et à former des spécialistes dans divers aspects du travail juridique, judiciaire et administratif, ce qui contribue à approfondir leurs connaissances juridiques et fournit au marché du travail l'expertise requise.

2. Pour qu'un étudiant soit inscrit dans un Master professionnel, les éléments suivants sont requis :

a- L'étudiant doit être titulaire d'une licence en droit d'une université publique de la République arabe syrienne, ou son équivalent d'un collège ou d'un institut supérieur reconnu par le Conseil de l'Université conformément aux règles fixées par le Conseil de l'enseignement supérieur.

b- L'étudiant ne doit pas être inscrit dans un autre master d'études supérieures ou professionnel à l'Université de Damas ou dans l'une des autres universités publiques ou instituts supérieurs de la République arabe syrienne.

c- L'étudiant doit postuler à une concurrence menée par la Faculté de droit, et la différenciation se fait sur la base du taux moyen d'obtention du diplôme de licence et de l'examen standard qui est effectué par la faculté. De ceux acceptés sont approuvés par une décision du Conseil de l'Université de Damas sur proposition du Conseil de la Faculté de droit.

## **2- Durée des études et modalités d'obtention du diplôme :**

1. La période d'études pour l'obtention d'un master professionnel est de deux années académiques selon le système d'études annuel.

2. Pour obtenir un Master professionnel, l'étudiant doit réussir tous les cours du plan d'études prévu au Master.

Le plan d'études du Master professionnel comprend dix cours pour chaque spécialisation, répartis également sur la première et la deuxième année, répartis

en trois heures d'enseignement par cours par semaine, soit quinze heures d'enseignement par semaine. Ces cours sont :

<b>Master professionnel en juridiction et plaidoirie</b>			
<b>Première année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Droit de l'autorité judiciaire	3	1	2
<b>2.</b> Droit de l'exercice de la profession d'avocat	3	1	2
<b>3.</b> Preuve en matière civile et commerciale	3	1	2
<b>4.</b> Juridiction immobilière	3	1	2
<b>5.</b> Frais juridiques et assurances	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>La deuxième année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Théorie du procès dans la procédure du procès	3	1	2
<b>2.</b> Théorie du procès en procédure pénale	3	1	2
<b>3.</b> Systèmes Judiciaires Comparés	3	1	2
<b>4.</b> Le rôle de la jurisprudence dans l'application juridique	3	1	2
<b>5.</b> Rapport de recherche	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>Master Professionnel en droit administratif immobilier</b>			
<b>Première année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Acquisition	3	1	2
<b>2.</b> Aménagement urbain	3	1	2
<b>3.</b> Violations de construction	3	1	2
<b>4.</b> Impôts fonciers	3	1	2
<b>5.</b> Loi sur l'administration locale	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>La deuxième année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Contentieux administratif immobilier	3	1	2
<b>2.</b> Propriété publique et privée à gérer	3	1	2
<b>3.</b> Permis de construire et autorisations administratives	3	1	2
<b>4.</b> Développement et investissement immobilier	3	1	2
<b>5.</b> Rapport de recherche	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>Master Professionnel en justice pénale et affaires pénales</b>			
<b>Première année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>théorique</b>
<b>1.</b> Juridiction criminelle	3	1	2
<b>2.</b> La criminalité et ses éléments	3	1	2
<b>3.</b> Les responsables du crime	3	1	2
<b>4.</b> Législations pénales spéciales (crimes électroniques)	3	1	2
<b>5.</b> Le statut juridique du demandeur personnel dans l'affaire pénale	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>La deuxième année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Affaire pénale et jugement	3	1	2
<b>2.</b> Poursuite et instruction de l'affaire pénale	3	1	2
<b>3.</b> Appel d'une affaire pénale et exécution des jugements	3	1	2
<b>4.</b> Preuve dans les affaires pénales	3	1	2
<b>5.</b> Rapport de recherche	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>Master Professionnel en gestion des relations internationales et de la diplomatie</b>			
<b>Première année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> La loi internationale	3	1	2
<b>2.</b> Les organisations internationales	3	1	2
<b>3.</b> Les relations internationales	3	1	2
<b>4.</b> Les compétences de la communication	3	1	2
<b>5.</b> Droit administratif international	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>La deuxième année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Relations diplomatiques et consulaires	3	1	2
<b>2.</b> Relations économiques internationales	3	1	2
<b>3.</b> Gestion de crise internationale	3	1	2
<b>4.</b> Règlement des différends internationaux	3	1	2
<b>5.</b> Rapport de recherche	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>Master Professionnel en droit des affaires</b>			
<b>Première année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> Sociétés commerciales	3	1	2
<b>2.</b> Législation bancaire	3	1	2
<b>3.</b> Contrats commerciaux	3	1	2
<b>4.</b> Dispositions d'assurance	3	1	2
<b>5.</b> Finance d'entreprise	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

<b>La deuxième année</b>			
<b>Cours</b>	<b>Le total</b>	<b>Nombre d'heures hebdomadaires</b>	
		<b>Pratique</b>	<b>Théorique</b>
<b>1.</b> E-commerce	3	1	2
<b>2.</b> Bourse	3	1	2
<b>3.</b> Affaires et banques	3	1	2
<b>4.</b> Litiges commerciaux et bancaires	3	1	2
<b>5.</b> Rapport de recherche	3	1	2
<b>Le total</b>	<b>15e</b>	<b>5</b>	<b>10</b>

### **3– Dispositions relatives aux études et aux examens :**

1. Le vocabulaire de chaque enseignement est précisé dans le plan d'études du master au début de chaque année académique, par décision du Conseil de la Faculté de droit sur proposition du Conseil départemental concerné.
2. L'un des cours des première et deuxième années est dispensé en anglais ou en français, à l'exception du cours du Rapport de recherche, et ce cours est déterminé au début de chaque année académique par une décision du Conseil de la faculté de droit fondée sur la proposition du conseil départemental concerné.
3. Des spécialistes expérimentés peuvent être affectés à l'enseignement de certains masters par décision du Conseil de la faculté de droit sur proposition du Conseil départemental concerné conformément aux lois et règlements en vigueur.
4. L'examen des cours pour le Master professionnel a lieu une fois par année académique selon les dates spécifiées dans le calendrier universitaire.
5. Pour obtenir un master, les qualifications et spécialisations suivantes sont requises:
  - 1– Que l'étudiant remplisse un pourcentage de temps d'au moins 90% du total des heures d'enseignement allouées au cours, sinon il lui sera interdit de passer l'examen. Le conseil départemental compétent peut, sur demande présentée par l'étudiant au cabinet du doyen de la faculté et avec l'approbation du professeur du cours, lui permettre de se présenter à l'examen de ce cours s'il a obtenu un pourcentage du temps

de travail d'au moins 75 %. du total des heures d'enseignement allouées au cours.

- 2-** L'étudiant doit se présenter aux examens écrits et oraux dans tous les cours du plan d'études du Master. La note finale de chaque examen de cours se compose de deux parties, l'une pour l'examen écrit de 60 points et l'autre pour l'examen oral de 40 points. L'étudiant n'est considéré comme réussi à l'examen du cours que s'il obtient un total minimum à l'examen d'au moins 60 % de la note finale après avoir obtenu les deux parties de la note. Si l'étudiant échoue à l'examen écrit du cours, il n'a pas le droit de postuler à l'examen oral du cours.
- 3-** L'étudiant doit passer l'examen oral pour chaque cours devant une commission composée de trois membres nommés par le conseil de la faculté sur proposition du conseil départemental compétent. La note de l'examen oral est déterminée par le résultat de la collecte des notes déterminées par chaque membre du comité et en divisant le total par leur nombre.
- 4-** Que l'étudiant obtienne une note d'au moins 60% de la note finale du cours du Rapport de recherche, et l'examen se compose de deux parties, dont l'une est pour le travail de l'étudiant au cours de l'année, et sa note ne doit pas dépasser 40 % et déterminé par le professeur du cours, et l'autre est destiné à la présentation et à la discussion lors de l'examen oral et ne doit pas être inférieure à 60 % de la note finale du cours, qui est déterminée par les membres du comité de discussion.
- 6.** L'étudiant est considéré comme ayant réussi la deuxième année du Master s'il réussit tous les cours de la première année. Il a le droit de passer et de

s'inscrire en deuxième année s'il réussit au moins quatre cours de la première année, à condition qu'il se présente à l'examen du cours auquel il a échoué lors des examens de la deuxième année. Un étudiant est considéré comme échoué en première année s'il ne réussit pas au moins quatre cours de la première année.

7. Le Conseil de la faculté de droit approuve les noms de ceux qui ont réussi et échoué dans les cours du plan d'études pour le Master professionnel sur la base de la proposition du conseil de département concerné.

8. La durée d'inscription en première année du Master professionnel est limitée à deux années académiques seulement, et en première et deuxième années à trois ans. Si l'étudiant ne réussit pas tous les cours pendant cette période, il sera renvoyé du master.

## Huitième. Description des cours du plan d'études au baccalauréat :

Le matière	La description	L'objectif	Les Vocabulaires
Introduction aux sciences juridiques	L'étude de la science du droit nécessite de définir les bases scientifiques sur lesquelles elle se fonde en expliquant ses caractéristiques qui la distinguent des autres sciences, et en expliquant l'idée de la règle de droit et les dispositions qui la suivent dans le cadre de la généralité théorie du droit.	Clarifier les droits des individus et de la société et leur fournir une première culture juridique qui les aide à approfondir les divers aspects de la science du droit qui légifère les droits, définit leurs frontières, impose leurs garanties et consolide l'idée du rapport entre la loi et le droit.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La théorie générale du droit</li> <li>-Définir la règle de droit</li> <li>-Sources de droit</li> <li>-interprétation de la loi</li> <li>-forces de l'ordre</li> <li>-Personne physique et morale</li> <li>-Le concept des choses et de l'argent</li> </ul>
Les grands systèmes juridiques	Les monuments historiques indiquent les débuts de la codification de la base juridique dans les civilisations anciennes, puis son embranchement en différentes écoles de jurisprudence dans le cadre des systèmes juridiques dits majeurs, qui ont posé la structure historique de la stabilité de la base juridique et son évolution contemporaine.	Réaliser l'idée du droit et comprendre la nature de la relation entre les lois des peuples et leurs différentes circonstances, ce qui a contribué au développement de certains concepts juridiques, tels que les systèmes de gouvernement, les crimes, les peines, les contrats et la famille. Ce qui aide à mener une analyse comparative entre ces systèmes et ce qui est stable dans nos lois contemporaines.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Les étapes de l'émergence et du développement du droit</li> <li>-Anciens blogs juridiques</li> <li>-Système juridique babylonien</li> <li>-système juridique romain</li> <li>-système juridique latin</li> <li>-système juridique germanique</li> <li>-Système juridique anglo-saxon</li> <li>-Système juridique islamique</li> <li>-Système juridique contemporain</li> </ul>
Droit constitutionnel et systèmes politiques	La constitution est le système suprême de toutes les lois et règlements de l'État. Elle reflète son idéologie et la nature de son système. Elle	Familiarité avec les règles du droit constitutionnel et comment les approuver et les modifier, ainsi	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction à la constitution et ses types</li> <li>-La création, la modification et</li> </ul>

	définit les droits du citoyen et la relation de l'individu à la société et du dirigeant au dirigé, en plus expliquer les principaux systèmes constitutionnels et électoraux en vigueur.	qu'approfondir la connaissance juridique des principes de base qui régissent les États avec leurs différents systèmes, puis mener une analyse comparative entre ces systèmes, en vue de la compréhension du contenu de le système constitutionnel et politique de chaque État et le mécanisme de travail de ses institutions.	l'abrogation de la Constitution -Contrôle de la constitutionnalité des lois -La théorie générale de l'État et de la souveraineté -Système constitutionnel parlementaire -Système constitutionnel présidentiel -Système constitutionnel mixte -Le système constitutionnel syrien
--	---	---	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Droits et libertés généraux	La législation nationale regorge de textes qui assurent la protection juridique des droits et libertés fondamentaux des individus et leur garantissent des garanties constitutionnelles, ainsi que la détermination de la responsabilité des violations dont ces droits et libertés peuvent être l'objet.	Apporter une connaissance juridique du contenu des droits et libertés publics et les enrichir de règles contraignantes issues de la spécificité civilisationnelle de telle ou telle société, ce qui contribue à asseoir l'État de droit et à activer les mécanismes de protection juridique des droits et libertés fondamentales des citoyens.	-Présentation des droits et libertés publics -Évolution des droits et libertés publics -Théories des droits et libertés publiques -Sources légales des droits et libertés publics -Responsabilité pour atteinte aux droits et libertés publics -Mécanismes de protection des droits publics
Code pénal général (1) la criminalité	Le Code pénal reflète l'évolution de la pensée et de la philosophie pénales, fondées sur le principe de légalité des crimes et des	Connaître les principes de base contenus dans le Code pénal et un exposé des raisons qui ont amené le législateur	-Philosophie de la pensée pénale -Introduction au Code Pénal

	<p>peines. Le Code pénal se distingue par ses sources, qui dépendent principalement de règles écrites, et la caractéristique de leur application en termes de temps et de lieu, ce qui nécessite d'étudier la notion de crime et d'en déterminer les causes, les éléments et les types.</p>	<p>à criminaliser certains comportements interdits que la loi classe en plusieurs catégories selon des critères déterminés par les orientations de la politique pénale de tel ou tel pays, qui ouvre la voie à la détermination de la responsabilité pénale pour avoir commis des crimes et à l'imposition de sanctions à l'encontre des auteurs et de ceux qui y sont impliqués.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Sources du Code Pénal</li> <li>-Interprétation du Code Pénal</li> <li>-Application de la loi pénale</li> <li>-Le principe de légalité des crimes et des peines</li> <li>-Le principe de non-rétroactivité du Code pénal</li> <li>-Le principe de territorialité du code pénal</li> <li>-Le concept de crime et ses types</li> <li>-Éléments du crime et tentative de crime</li> </ul>
<p>Code pénal général (2) la punition</p>	<p>Il est non seulement possible de comprendre le Code pénal en expliquant le concept de crime, mais il est également nécessaire de mettre en œuvre le principe qu'il n'y a pas de crime sans punition.</p>	<p>La connaissance de la politique pénale contribue à comprendre le mécanisme adopté par le législateur pour discriminer dans l'imposition des peines selon les différentes classifications des infractions, et comprendre le but d'imposer telle ou telle peine, ainsi que de clarifier les dispositions des peines, leur application, leur échéance et leur impact sur l'individu et la société.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La responsabilité pénale et ses contre-indications</li> <li>-Théorie du crime contributif</li> <li>-Dispositions relatives aux peines et classifications</li> <li>-Mesures de précaution et de correction</li> <li>-Théorie de la légitimité (motifs de justification)</li> <li>-Raisons aggravantes</li> <li>-Atténuer et remplacer les excuses</li> <li>-Suspension et expiration de la peine</li> </ul>
<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>

<p>Éducation Nationale) Culture)</p>	<p>La civilisation de toute société exprime sa spécificité nationale et nationale comme le produit d'un peuple en interaction avec son environnement. Par conséquent, le nationalisme arabe incarne une existence sociale et historique continue, résultant de l'accumulation d'éléments communs qui rassemblent les composantes de la nation.</p>	<p>Développer le sens du patriotisme et l'importance du lien du citoyen avec sa patrie et sa nation, et montrer l'étendue des dangers et défis internes et externes auxquels le monde arabe est confronté dans tous ses pays, et à un moment où la nation arabe est confrontée ce qui menace son destin et son existence en raison de l'agression sioniste continue et des complots étrangers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le concept de civilisation et son évolution</li> <li>-nationalisme arabe</li> <li>-Sécurité nationale arabe</li> <li>-Conflit arabo-sioniste</li> <li>-Partis et mouvements nationaux</li> <li>-l'affaire palestinienne</li> <li>-variables internationales</li> <li>-Défis externes</li> </ul>
<p>droit international public</p>	<p>Il contient un ensemble de règles juridiques qui régissent les relations internationales. Cela nécessite une explication de la nature juridique des règles du droit international public, de sa relation avec le droit national et de la base contraignante de ses règles.</p>	<p>Comprendre les changements internationaux et ce qui se passe dans les événements mondiaux et régionaux, et qualifier des cadres capables de défendre les problèmes de leur peuple dans les forums internationaux, à une époque où certains argumentent encore sur l'existence de cette loi et en remettent en cause les règles impératives de celle-ci, compte tenu du phénomène d'arbitraire dans l'interprétation et l'application de ses dispositions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Définition et développement du droit international</li> <li>-Nature et droit international obligatoire</li> <li>-La relation entre le droit international et le droit national</li> <li>-Sources du droit international public</li> <li>-personnes de droit international public</li> <li>-branches du droit international public</li> </ul>

<b>Le matière</b>	<b>l'objectif</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
réglementation internationale	Connaître l'un des thèmes fondamentaux du droit international public et le mécanisme d'action et traiter avec les organisations internationales et dans leur ombre, surtout après la propagation du phénomène des organisations internationales et leur jouissance d'une personnalité juridique indépendante, qui en ont fait un incontournable acteur dans le cadre du développement des relations internationales contemporaines. L'étude de l'organisation internationale est également une nécessité urgente pour ceux qui cherchent un avenir pour eux dans les domaines du travail politique et diplomatique.	Connaître l'un des thèmes fondamentaux du droit international public et le mécanisme d'action et traiter avec les organisations internationales et dans leur ombre, surtout après la propagation du phénomène des organisations internationales et leur jouissance d'une personnalité juridique indépendante, qui en ont fait un incontournable acteur dans le cadre du développement des relations internationales contemporaines. L'étude de l'organisation internationale est également une nécessité urgente pour ceux qui cherchent un avenir pour eux dans les domaines du travail politique et diplomatique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La nature et le développement de l'organisation internationale</li> <li>-Conférences et blocs internationaux</li> <li>-Les organisations non gouvernementales</li> <li>-Définition d'une organisation internationale et de ses types</li> <li>-Adhésion à une organisation internationale</li> <li>-Les pouvoirs de l'organisation internationale</li> <li>-organes de l'organisation internationale</li> <li>-organisation des Nations Unies</li> <li>-Agences Internationales Spécialisées</li> <li>-Organisations régionales et confessionnelles</li> </ul>
législation sociale (1) légal la coopération	Prendre conscience de l'importance du phénomène coopératif et de l'étendue de son succès dans la réalisation des objectifs qu'il vise, et motiver son encouragement et son utilisation comme un outil	Prendre conscience de l'importance du phénomène coopératif et de l'étendue de son succès dans la réalisation des objectifs qu'il vise, et motiver son encouragement et son utilisation comme un outil	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le concept du mouvement coopératif et son évolution</li> <li>-Fédérations et sociétés coopératives</li> <li>-Le mouvement coopératif en Syrie</li> <li>-Législation de coopération syrienne</li> </ul>

	<p>efficace pour régler de nombreux problèmes auxquels l'État et le secteur privé sont parfois incapables de trouver des solutions appropriées. En plus de permettre la recherche du mécanisme juridique optimal pour que le secteur coopératif joue efficacement son rôle.</p>	<p>efficace pour régler de nombreux problèmes auxquels l'État et le secteur privé sont parfois incapables de trouver des solutions appropriées. En plus de permettre la recherche du mécanisme juridique optimal pour que le secteur coopératif joue efficacement son rôle.</p>	<p>–Organisation coopérative agricole –organisation coopérative productive –Organisation coopérative de consommateurs –Coopérative d'habitation –Avantages et inconvénients du mouvement coopératif</p>
--	---	---	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>L'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Loi islamique Islamique	<p>La charia islamique est une source majeure de législation dans la plupart des pays islamiques, et elle se distingue par la richesse de ses règles qui régissent les affaires religieuses et mondaines. Ses écoles de jurisprudence ont contribué à la déduction de ses décisions, à l'interprétation et à l'énoncé de ses règles universelles, qui ont influencé le développement de la théorie du droit et la détermination de son contenu.</p>	<p>Arbitrage de raison et de réflexion après avoir effectué une comparaison entre les textes de droit positif et les dispositions de la charia islamique, notamment en ce qui concerne les affaires familiales et le statut personnel, dont les dispositions sont en vigueur dans la plupart des pays islamiques et arabes, ce qui enrichit également la connaissance de ceux qui souhaitent travailler dans le domaine judiciaire de la charia.</p>	<p>–Sources du droit islamique –Différentes écoles de jurisprudence –Les règles générales de la jurisprudence –Le concept de droit en Islam –La théorie du Dhimma en Islam –Dispositions et restrictions d'admissibilité –Dispositions relatives aux poursuites, à la tutelle et à la tutelle –Décisions sur la folie, la démence, la folie et la négligence –Le concept de personnes, de choses et d'argent</p>

langue arabe	La langue arabe contient une multitude de règles régissant la lecture, la composition, l'expression, la grammaire et la morphologie, dont l'étude est approfondie et dont le contenu est tout avide de science et de savoir et dans toutes les disciplines littéraires, humaines et scientifiques, y compris la science du droit.	La maîtrise de la langue arabe contribue à renforcer le lien entre le citoyen arabe et sa langue maternelle et aide l'étudiant en droit à développer ses compétences intellectuelles et scientifiques au cours de ses études et dans sa vie professionnelle afin d'évoluer à un rythme soutenu qui n'est pas entaché par des erreurs linguistiques, qui peuvent affecter la perception et la compréhension de l'information.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La science des sens, la rhétorique et l'éloquence</li> <li>-Noms, verbes et lettres</li> <li>-Formes d'exclamation et hamza</li> <li>-Règles de séparation et de connexion</li> <li>-comparaison et métonymie</li> <li>-métaphore et métaphore</li> <li>-Expression et morphologie</li> <li>-Création, nouvelles, commande et interrogation</li> </ul>
une langue étrangère (1)	Les langues étrangères, en particulier l'anglais et le français, comportent de nombreux vocabulaires devenus des termes fixes et reconnus dans la science du droit.	Connaître les règles de la langue étrangère et céder la place à la mise en valeur et au développement des compétences et des perceptions afin d'absorber ce que d'autres civilisations ont maîtrisé, et de les imiter avec la particularité culturelle de la langue arabe.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-règles générales</li> <li>-Compétences générales</li> <li>-Lisez et traduisez</li> </ul>

Le matière	La description	l'objectif	Vocabulaire
------------	----------------	------------	-------------

<p>une langue étrangère (2)</p>	<p>Les langues étrangères, en particulier l'anglais et le français, comportent de nombreux vocabulaires devenus des termes fixes et reconnus dans la science du droit.</p>	<p>Faciliter la communication avec les sources et références scientifiques étrangères pour les traiter ou les éviter, puis choisir ce qui se fait de mieux dans l'acquisition de connaissances et le suivi de la démarche scientifique et professionnelle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-règles générales</li> <li>-Compétences générales</li> <li>-Lisez et traduisez</li> </ul>
<p>Droit civil (1) Sources d'engagement volontaires</p>	<p>La théorie générale des obligations contient des dispositions relatives à la manière dont l'obligation civile naît et aux conditions, piliers et effets qui en découlent, ainsi qu'un énoncé du rôle de la volonté unilatérale et des dispositions de la responsabilité contractuelle.</p>	<p>Familiarité avec les sources volontaires des obligations et les principes les plus élémentaires du droit civil, qui est la pièce maîtresse de la théorie juridique et son point de départ nécessaire, que ce soit dans la vie publique ou professionnelle, car il constitue le principal pilier du travail juridique dans divers domaines.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La théorie générale des obligations</li> <li>-Principe de la volonté</li> <li>-Éléments du contrat et ses effets</li> <li>-Conditions de validité du contrat</li> <li>-Cas de dissolution, de nullité et d'annulation du contrat</li> <li>-Résiliation et résiliation du contrat</li> <li>-Le concept de volonté unilatérale</li> <li>-responsabilité contractuelle</li> </ul>
<p>Droit civil (2) Sources de conformité involontaires</p>	<p>La théorie générale des obligations comprend, outre ses sources volontaires, des sources extérieures au principe de volonté. Il s'agit d'expliquer la notion de responsabilité délictuelle résultant de la commission d'une erreur ou de la survenance d'un dommage</p>	<p>Comprendre les dispositions de la responsabilité délictuelle afin que l'étudiant comprenne les principes de base de l'engagement, qui est une base de base pour le travail juridique,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La notion de responsabilité délictuelle</li> <li>-Action bénéfique et nocive</li> <li>-Responsabilité du travail personnel</li> </ul>

		<p>et gagne la formation juridique nécessaire pour tous ceux qui pratiquent le travail juridique, que ce soit dans le domaine de la justice, du droit ou autre divers domaines de la vie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Responsabilité du travail des autres et des choses</li> <li>-La responsabilité du superviseur</li> <li>-La responsabilité du subordonné pour les actions du subordonné</li> <li>-Théorie de l'enrichissement déraisonnable</li> <li>-paiement indu</li> <li>-Dispositions de vertu</li> </ul>
--	--	---	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
<p>Loi administrative (1) Principes généraux</p>	<p>Il comprend un ensemble de règles juridiques visant à réglementer le travail de l'administration, des institutions et des services publics, définissant leurs pouvoirs et les limites de leurs pouvoirs, ainsi que les fondements et les personnes de l'organisation administrative.</p>	<p>Connaître les principes généraux du droit administratif en tant que composante substantielle de la législation nationale réglementant le travail de l'exécutif dans son aspect administratif, et activer la réflexion scientifique pour trouver des solutions appropriées aux lacunes dont souffre le travail administratif.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Définition et développement du droit administratif</li> <li>-Sources de droit administratif</li> <li>-Application de la loi administrative</li> <li>-Interprétation du droit administratif</li> <li>-Fondements de l'organisation administrative</li> <li>-personnes de l'administration publique</li> <li>-Organisation administrative en Syrie</li> </ul>
<p>Loi administrative (2) La direction et ses travailleurs</p>	<p>L'étude de l'organisation administrative est une introduction importante vers l'approfondissement de la connaissance de l'activité de</p>	<p>Indiquer le rôle important joué par l'administration publique dans la prestation de ses</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Activité administrative</li> <li>-emploi public</li> <li>-fonctionnaire</li> <li>-décisions de gestion</li> <li>-Contrats administratifs</li> </ul>

	gestion et de la fonction publique, telles que l'émission de décisions, la conclusion de contrats et d'autres travaux administratifs.	services et sonder les règles régissant l'exercice de la fonction publique. Ce qui aide dans le travail de l'esprit et de la réflexion en expliquant les avantages du travail administratif et en proposant des moyens légaux pour corriger ses défauts et lacunes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-comportement matériel de la direction</li> <li>-Agent administratif</li> <li>-Responsabilité de l'administration publique</li> </ul>
Code Pénal Spécial (1)Crimes contre les personnes et les biens	Le Code pénal régleme certaines catégories spéciales de crimes, qui se distinguent en termes de description juridique, de motifs d'incrimination et de peine. Le plus important est l'incident sur les personnes et l'argent.	Connaître les dispositions spéciales pour les crimes qui portent le plus atteinte aux droits de la personne et à la protection des fonds privés, ce qui est indispensable pour toute personne travaillant dans le domaine des droits de l'homme, car ces dispositions contribuent à une solide formation juridique et à la compréhension du contenu et objectifs de la politique pénale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Meurtre, abus et privation de liberté</li> <li>-Crimes de mœurs, de mœurs et d'honneur</li> <li>-Crimes de diffamation, injures et injures</li> <li>-Crimes liés à la famille</li> <li>-Crimes de vol et de fraude</li> <li>-délit d'abus de crédit</li> <li>-Des délits qui constituent un risque global</li> </ul>

Le matière	La description	l'objectif	Vocabulaire
------------	----------------	------------	-------------

<p>Code Pénal Spécial</p> <p>(2) Crimes contre l'administration et la sûreté de l'État</p>	<p>Le Code pénal contient des dispositions pour des catégories spécifiques d'infractions, telles que celles contre l'administration publique et la sécurité intérieure et extérieure de l'État.</p>	<p>Approfondir la connaissance de certains crimes qui causent des troubles généraux dans la société et affectent la structure de l'État, ce qui appelle à les traiter avec des dispositions spéciales et une explication du motif du durcissement des peines contre leurs auteurs et ceux qui s'y ingèrent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Crimes contre l'administration publique</li> <li>-Crimes contre la confiance du public</li> <li>-Crimes contre la fonction publique</li> <li>-Délits de faux et de contrefaçon</li> <li>-Crimes contre la sécurité intérieure et extérieure de l'État</li> </ul>
<p>Droit commercial</p> <p>(1)</p> <p>Les travaux commerciaux</p>	<p>Il existe de nombreuses règles juridiques régissant les relations d'affaires. Cela nécessite de déterminer le statut juridique du commerçant et de sa boutique, ainsi que de distinguer entre les entreprises commerciales et civiles et leur validité juridique.</p>	<p>Comprendre les principes de base du travail commercial et ses caractéristiques, et former l'étudiant à se spécialiser dans ce domaine vital de l'activité économique sur lequel les pays s'appuient pour renforcer leurs capacités matérielles et leur croissance économique, et régler les problèmes qui en découlent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit commercial et à son évolution</li> <li>-Sources et applications du droit commercial</li> <li>-L'entreprise et ses types</li> <li>-Réglementation juridique des affaires</li> <li>-Statut juridique et responsabilité du commerçant</li> <li>-La nature juridique du magasin</li> <li>-Actions reçues sur la boutique</li> <li>-Protection juridique du magasin</li> <li>-Registre du commerce</li> </ul>
<p>Droit commercial</p> <p>(2)</p> <p>sociétés commerciales</p>	<p>Le droit commercial comprend certaines règles relatives à l'organisation des sociétés, tant au niveau de leur définition, des conditions de leur constitution, dissolution, transformation, fusion, liquidation, gestion et responsabilité découlant de leurs actes.</p>	<p>Permettre à l'étudiant d'avoir la capacité de formuler le contrat d'entreprise et de distinguer la société commerciale des autres types de sociétés, ainsi que d'extraire l'ensemble des droits et obligations découlant du contrat d'entreprise, ce qui ouvre la voie à l'homme d'affaires, actionnaire et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Droit des sociétés commerciales</li> <li>-Présentation de la société commerciale</li> <li>-Éléments et piliers de l'entreprise</li> <li>-Conditions de constitution de la société</li> <li>-Types de sociétés commerciales</li> </ul>

		avocat de choisir ce qui est le plus approprié dans ce domaine.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La personnalité juridique de l'entreprise</li> <li>-Transformation et fusion d'entreprise</li> <li>-Dissolution et liquidation de sociétés</li> <li>-Responsabilité des entreprises pour leurs actions</li> </ul>
--	--	---	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Droit international des droits de l'homme	Le droit international public contient des dispositions qui obligent les États à respecter les droits et libertés des individus. Cette obligation n'est plus une affaire interne à laquelle les États peuvent déroger, mais est plutôt garantie dans le cadre du droit international. Le projet de loi international pour la protection des droits de l'homme contient un ensemble d'accords et de résolutions internationaux visant à clarifier ces droits et à déterminer les mécanismes de leur protection.	Faire connaître l'importance du respect des droits de l'homme et de la consolidation de leur culture dans les systèmes et comportements des pays et des gouvernements, et c'est une condition pour établir l'état de droit et préparer une génération imprégnée de morale et de respect des droits d'autrui et prête pour les défendre dans les forums nationaux et régionaux. Il existe un ensemble de mécanismes appropriés pour protéger les droits de l'homme, malgré leur faible efficacité et soumis à des considérations politiques et des conditions internationales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit international des droits de l'homme et à son évolution</li> <li>-Sources du droit international des droits de l'homme</li> <li>-Déclaration universelle des droits de l'Homme</li> <li>-Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme</li> <li>-Conventions protégeant les droits des femmes et des enfants et d'autres groupes</li> <li>-Chartes régionales de protection des droits de l'homme</li> <li>-Cour européenne des droits de l'homme</li> <li>-Le rôle des ONG dans la protection des droits humains</li> </ul>
Droit économique international	Il comprend un ensemble de règles régissant l'établissement des éléments	Préparer une génération de juristes spécialisés dans le domaine de la	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit économique international</li> </ul>

	<p>de production tels que les personnes, les biens, les services, les capitaux, les investissements et l'argent, ainsi que les échanges qui ont lieu entre les champs économiques transfrontaliers et la base de leur financement, en plus des le rôle des organisations internationales et des blocs économiques dans l'émergence et la consolidation de ce droit et le règlement des différends économiques internationaux résultant de son interprétation et de son application.</p>	<p>gestion des relations économiques internationales et les qualifier pour défendre la position de leur pays dans les enceintes internationales. Et acquérir les connaissances juridiques nécessaires pour gérer les échanges commerciaux, financiers et monétaires, ce qui contribue au renforcement de la coopération économique entre les pays et à la réalisation d'une prospérité durable pour leur population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Sources du droit économique international</li> <li>-Caractéristiques du droit économique international</li> <li>-Le développement des relations économiques internationales</li> <li>-Restrictions relatives à la protection commerciale</li> <li>-Réglementer les investissements étrangers</li> <li>-Balance des paiements et taux de change</li> <li>-endettement global</li> <li>-entreprises multinationales</li> <li>-blocs économiques internationaux</li> <li>-organisations économiques internationales</li> <li>-règlement des différends économiques internationaux</li> </ul>
--	---	--	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
<p>Législation Social (2) Droit du travail</p>	<p>Le système juridique de tout pays comprend un ensemble de lois réglementant les relations de travail et leurs conséquences, ainsi que le rôle des pouvoirs publics dans la gestion de ces relations, leur contrôle et le règlement des problèmes qui en découlent.</p>	<p>Étudier les dispositions les plus importantes liées au droit du travail et à l'assurance sociale, la connaissance juridique des droits et obligations du travailleur et de l'employeur, et le rôle des institutions de l'État et de l'organisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit du travail et ses sources</li> <li>-Contrat de travail et contrats assimilés</li> <li>-Droits et obligations des travailleurs</li> <li>-Droits et obligations de l'employeur</li> <li>-organisation syndicale</li> <li>-Règlement des conflits du travail</li> </ul>

		<p>syndicale à cet égard, qui affecte la sécurisation des exigences économiques et la réalisation de justice sociale pour l'individu et la société.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Droit du travail syrien</li> <li>-Réglementation internationale des relations de travail</li> </ul>
<p>Statut personnel (1) Mariage et divorce</p>	<p>Les dispositions de la législation islamique s'appliquent à la plupart des questions liées aux affaires familiales, pour lesquelles la charia islamique a créé des règles intégrées qui sont en harmonie avec l'esprit du temps et l'évolution de la vie et des sociétés, notamment en ce qui concerne le statut personnel de l'individu et la famille telles que les dispositions relatives au mariage et au divorce et d'autres questions connexes.</p>	<p>Connaître les arrêts les plus importants de la jurisprudence islamique avec ses différentes écoles de pensée afin de tirer les règles régissant le statut personnel de leurs sources juridiques, telles que les questions de mariage et de divorce, ce qui permet à l'étudiant d'exercer son rôle professionnel d'avocat ou un juge juridique pour régler ces questions qui nécessitent des connaissances spécialisées approfondies en droit et en charia.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit du statut personnel</li> <li>-L'évolution du droit du statut personnel</li> <li>-Sources du droit du statut personnel</li> <li>-Champ d'application de la loi sur le statut personnel</li> <li>-Décisions sur les fiançailles, le mariage et le divorce</li> <li>-Dispositions relatives à la naissance, à l'allaitement et à la garde</li> <li>-Dispositions pour l'adoption et l'enfant trouvé</li> <li>-Les dispositions du nombre et des proportions</li> <li>-Dispositions relatives à la pension alimentaire</li> </ul>
<p>langue étrangère (3)</p>	<p>La langue étrangère, en particulier les langues anglaise et française, comprend de nombreux vocabulaires généraux et spécialisés, qui sont devenus</p>	<p>Connaître les règles de la langue étrangère, développer des capacités de réflexion et se familiariser avec les travaux intellectuels et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-règles générales</li> <li>-Compétences générales</li> <li>-termes légaux</li> </ul>

	des termes fixes et reconnus dans la science du droit.	scientifiques dans lesquels d'autres civilisations ont excellé, ce qui peut aider à obtenir les références et les informations nécessaires dans le domaine des études juridiques et de la vie professionnelle.	
--	--	--	--

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>L'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Droit civil (3) Conditions d'engagement	Le suivi de l'étude des sources des obligations civiles nécessite une explication des dispositions les plus importantes relatives à la naissance de l'obligation, ses caractéristiques, descriptions, règles de sa modification, les cas de son transfert et de son expiration, et les effets qui en résultent dès sa mise en œuvre.	Connaître les règles juridiques régissant les obligations civiles et les enjeux pratiques qui en découlent liés au mouvement de l'engagement en post-émergence, et cela contribue à répondre à de nombreuses questions de la vie qui nécessitent une large connaissance des dispositions de l'engagement et de ses effets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Émergence et transmission de l'engagement</li> <li>-Caractéristiques et descriptions des engagements</li> <li>-Obligation et ses parties</li> <li>-Exécution et expiration de l'obligation</li> <li>-La modification d'engagement et ses effets</li> <li>-transfert de droit</li> <li>-Transfert de dette</li> </ul>
Droit civil (4) Contrats nommés	La théorie générale des obligations s'articule autour d'une grande catégorie de contrats autour de laquelle tournent le reste des autres obligations, cette catégorie est appelée contrats nommés ou communs, dont les plus importants sont les contrats de vente, de location et de troc.	Étudier les dispositions de base des contrats nommés et comprendre le mécanisme juridique qui régit les procédures de leur contrat et l'interprétation de leurs dispositions et comment les mettre en œuvre et le règlement des différends qui en découlent, et cela constitue une nécessité impérieuse pour toute personne intéressée par	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le concept de contrats nommés</li> <li>-Les dispositions du contrat de vente et ses effets</li> <li>-Conditions de vente et ses effets</li> <li>-Le concept de prix et de réalisation</li> <li>-Jugements d'iniquité dans la vente</li> </ul>

		ce domaine et d'intérêt scientifique et professionnel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dispositions et effets du contrat de location</li> <li>-Les dispositions du contrat de troc et ses effets</li> </ul>
droits originaux en nature	Aux dispositions de la théorie générale des obligations découle la pratique des droits en nature, qui portent sur les choses et l'argent, qu'ils soient immobiliers ou mobiliers. Le droit réel originel présente des caractéristiques spécifiques dans le cadre de la théorie générale de la tenure, dont la plus importante est liée aux droits de propriété.	Acquérir une connaissance juridique des méthodes d'acquisition de propriété, de rédaction et de gestion des contrats, en plus de clarifier certaines dispositions liées à la propriété, telles que la propriété étrangère de biens immobiliers, la propriété de frontalières et d'autres questions liées au droit de propriété, qui sont des choses qu'un étudiant en droit doit comprendre pour pouvoir exercer son rôle dans le cadre légal.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Définition du droit réel et de ses caractéristiques</li> <li>-Théorie générale de la tenure</li> <li>-La propriété et ses propriétés</li> <li>-Portée et limitations des droits de propriété</li> <li>-Le concept de mobilier et ses types</li> <li>-Concept immobilier et ses types</li> <li>-Dispositions relatives à la propriété commune</li> <li>-Raisons d'acquérir et d'exproprier un bien</li> <li>-Les droits de surface, la dotation et la location</li> <li>-Droits et réclamations immobiliers</li> </ul>

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Le droit international humanitaire en langue étrangère	Il comprend un ensemble de règles juridiques visant à protéger les droits de l'homme et les biens civils pendant la période de conflit armé, y compris la définition des méthodes de guerre, les armes prohibées et les droits des civils, des prisonniers et des blessés.	L'étude des règles du droit international humanitaire contribue à la consolidation des acquis sur la protection des droits de l'homme et la nécessité de les respecter en période de conflit armé, ainsi qu'à la concrétisation de l'idée d'harmonisation entre législation nationale et les règles du droit international humanitaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Définition, développement et sources du droit international humanitaire</li> <li>-Le concept de conflits armés internationaux et non internationaux</li> <li>-Règles pour la protection des prisonniers et des blessés</li> <li>-Règles pour la protection des civils, des biens de</li> </ul>

			<p>caractère civil, des enfants et des femmes...</p> <p>–Mécanismes de mise en œuvre du droit international humanitaire</p>
<p>Principes des procès civils (1)</p> <p>Judiciaire et procès</p>	<p>Le Code de procédure comprend toutes les procédures relatives à l'organisation judiciaire, à la conduite des affaires et au prononcé des jugements. Il est ainsi une traduction pratique des principes et règles juridiques sur lesquels se fonde tout procès, que ce soit devant la justice civile ou devant certaines juridictions judiciaires. organes tels que ceux compétents pour examiner les conflits du travail.</p>	<p>Connaître les dispositions réglementaires de la loi aux niveaux procédural et pratique. Il n'est possible à personne, en particulier à ceux qui travaillent dans le domaine des droits de l'homme, tels que les juges et les avocats, de poursuivre avec succès leur cheminement professionnel sans pouvoir connaître les procédures des procès et suivre leurs procédures, car elles constituent un condition nécessaire à l'application pratique des principes et règles du droit et au règlement des différends nés de son interprétation et de l'application de ses textes.</p>	<p>–Introduction au Code de procédure judiciaire</p> <p>–Caractéristiques du Code de procédure</p> <p>–Organisation judiciaire et juges</p> <p>–Présentation du boîtier et de ses caractéristiques</p> <p>–Types de poursuites et conditions de leur acceptation</p> <p>–Théorie des compétences</p> <p>–La théorie du procès et ses conséquences</p> <p>–Demandes et plaidoyers en justice</p> <p>–Saisie et intervention dans le dossier</p> <p>–Suspension et interruption du contentieux</p> <p>–Renonciation à la réclamation ou au droit</p> <p>–Preuve et preuve</p>

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
<p>Procédures des procès civils (2)</p> <p>Jugements et appels</p>	<p>Outre les dispositions relatives à la structure judiciaire, au déroulement de l'affaire et aux procédures de jugement, le Code de procédure contient d'autres textes relatifs à l'explication de la théorie des</p>	<p>L'étude de la théorie des décisions judiciaires dans le cadre du Code de procédure est un enjeu important pour les futurs juges et avocats,</p>	<p>–Théorie du jugement</p> <p>–Définition et types de jugement</p> <p>–Origines du jugement</p> <p>–Modes d'appel des jugements</p> <p>–Effets juridiques des arrêts</p>

	jugements judiciaires, qu'ils soient liés à la question des procédures de jugement, voies de recours ou les effets qui en découlent.	afin qu'ils puissent faire le lien entre la théorie et la réalité, et entre les principes juridiques et leurs applications, ce qui éclairera la voie du succès dans leur parcours scientifique et professionnel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-querelle des juges</li> <li>-Contentieux des juges du ministère public</li> <li>-Agence avec remise et avis de non-responsabilité</li> <li>-Contentieux et Procédures d'Arbitrage</li> </ul>
Les origines des procès pénaux (1) casier criminel	Il ne suffit pas de se familiariser avec les dispositions contenues dans le Code pénal relatives à la définition des crimes et des peines, mais il est également nécessaire d'expliquer l'ensemble des règles procédurales pour réaliser le droit de l'État d'infliger des peines, le droit des victimes à obtenir une indemnisation et faire la distinction entre) droit public) et (droit personnel).	Introduire les procédures d'introduction et de conduite des affaires devant la justice pénale, ainsi que les principes d'introduction des affaires civiles liées à l'affaire de droit public, qui assurent l'application des dispositions réglementant les infractions et l'imposition de sanctions par les autorités compétentes de l'État et la connaissance des origines de la conduite des affaires pénales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au Code de procédure pénale et à ses caractéristiques</li> <li>-La relation entre le code de procédure pénale et le code de procédure civile</li> <li>-Les relations entre le Code de procédure pénale et le Code pénal</li> <li>-Affaire pénale (droit public)</li> <li>-Poursuite civile (droit personnel)</li> </ul>

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Les origines des procès pénaux (2) justice criminelle	L'instruction de l'affaire pénale requiert le respect des procédures liées aux principes de preuve et de plaidoirie, et nécessite une organisation judiciaire qui se distingue dans sa structure générale et ses procédures de celles	Connaître les fondements de l'organisation judiciaire pénale, les procédures d'enquête et de jugement, fournit au	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Organisation judiciaire criminelle</li> <li>-Juridiction pénale</li> <li>-Tribunaux pénaux ordinaires et extraordinaires</li> </ul>

	<p>en place, que ce soit devant la justice civile ou administrative, ainsi que comprendre le concept de police judiciaire, les principes d'enquête et de saisine, les mécanismes de jugement et les modalités d'appel.</p>	<p>juge, à l'avocat, aux procureurs et aux victimes le cadre juridique pour obtenir ce qu'ils voient juste au cours de l'affaire, et garantit le droit de l'État d'infliger des sanctions, et les droits des victimes à obtenir une indemnisation appropriée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Juges d'instruction, de renvoi et de première instance</li> <li>-Police Judiciaire</li> <li>-Règles de preuve dans les affaires pénales</li> <li>-Méthodes d'appel d'une affaire pénale</li> <li>-Demande de nouveau procès</li> <li>-Exécution des jugements pénaux</li> </ul>
<p>le droit commercial (3) documents commerciaux</p>	<p>La continuité des relations commerciales nécessite d'effectuer certains transferts financiers à travers l'échange de documents commerciaux, ce qui a élargi la portée du travail en raison de l'échec de l'échange monétaire à répondre à toutes les exigences du travail commercial. Cela nécessite une connaissance du système juridique des obligations commerciales, du mécanisme d'émission et de leur traitement, et de leurs effets.</p>	<p>Connaître le régime juridique des attributions commerciales et les distinguer des autres documents permet de clarifier l'utilité de les traiter et d'assurer la régularité et la rapidité dans la conduite des transactions commerciales, ce qui permet d'acquérir l'expertise juridique nécessaire aux hommes d'affaires, commerçants, changeurs, leurs clients, et d'autres qui connaissent dans le domaine juridique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Définition des documents commerciaux</li> <li>-Caractéristiques des obligations commerciales</li> <li>-Emplois d'attribution commerciale</li> <li>-Types d'obligations commerciales</li> <li>-Système international d'attributions commerciales</li> <li>-lettre de change (lettre de change)</li> <li>-lien sur commande</li> <li>-Chèque</li> <li>-Garanties de respect des obligations commerciales</li> <li>-Dispositions de prescription dans les documents commerciaux</li> </ul>

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Judiciaire administratif	Les raisons de l'émergence des litiges administratifs résident dans la différence sur l'interprétation et l'application des	L'étude de l'organisation de la justice administrative, de ses spécialisations et de	-Le mécanisme de contrôle du travail de l'administration

	<p>sources du droit administratif, telles que les lois, les décrets, les décisions et les contrats administratifs. Ces litiges se règlent de différentes manières dont la plus importante est le recours à la justice administrative, qui se distingue par la particularité de sa structure organisationnelle, ses compétences, ses modalités de recours, ses plaidoiries et l'application de ses dispositions.</p>	<p>son mécanisme d'action, ouvre la voie à toute personne intéressée et intéressée pour comprendre l'idée de l'existence d'une telle institution judiciaire spécialisée dans l'instruction des contentieux administratifs et l'importance de son travail, en plus d'évaluer l'activité de l'administration publique en exerçant un contrôle sur ses actions, qui réalise l'intérêt public et garantit les droits des individus conformément aux règles du droit public en matière de règlement des différends.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Responsabilité de la direction pour ses actions</li> <li>-Introduction à la justice administrative</li> <li>-Le développement de la justice administrative</li> <li>-Caractéristiques de la justice administrative</li> <li>-Sources judiciaires administratives</li> <li>-Organisation Judiciaire Administrative</li> <li>-Compétence de la justice administrative</li> <li>-Justice uniforme et double</li> <li>-Demandes d'annulation et d'élimination totale</li> <li>-Procédures administratives</li> <li>-Mise en œuvre des dispositions administratives</li> </ul>
<p>Finance publique (1) revenus et dépenses</p>	<p>La science de la finance est née avec le développement des sociétés. Pour cela, il était nécessaire d'adopter la législation nécessaire pour collecter les recettes de l'État et sécuriser les dépenses nécessaires afin d'assurer la continuité du travail des services publics, la performance des services aux citoyens et l'avancement du processus de développement économique et social. .</p>	<p>L'étude de la science des finances publiques dans ses divers aspects aide à former un cadre qui peut contribuer au développement d'un système juridique intégré afin d'éviter les lacunes dans la sécurisation des recettes publiques de l'État conformément aux principes de justice fiscale, et orienter les dépenses publiques vers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Présentation de la science des finances publiques et de son évolution</li> <li>-Caractéristiques de la science des finances publiques</li> <li>-Les lois financières en Syrie</li> <li>-Recettes de l'État provenant des impôts et taxes</li> </ul>

		la réalisation des intérêts du pays et du citoyen.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Recettes parafiscales de l'État</li> <li>-revenu monétaire de l'état</li> <li>-Recettes de l'État sur ses biens</li> <li>-Recettes de l'État provenant des prêts</li> <li>-aérien</li> </ul>
--	--	--	--

Le matière	La description	l'objectif	Vocabulaire
Finance publique (2) Budget public	Les finances publiques sont l'un des outils les plus importants de l'État pour assurer le fonctionnement des services publics, la performance de leurs services, et les exigences du développement économique et social, et les effets qu'il produit, tant au niveau interne que par rapport à les relations extérieures de l'État.	La formation d'un cadre juridique capable de déterminer les principes généraux qui garantissent la préparation d'un budget général intégré pour l'État conformément aux principes établis dans la science des finances publiques, tels que le principe de couverture, d'unité et de régularité budgétaire, et d'une manière qui assure des revenus financiers suffisants pour le décaissement des dépenses publiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le concept du budget de l'Etat</li> <li>-Principe du budget général annuel</li> <li>-Le principe de l'unité du budget général</li> <li>-Le principe de l'inscription au budget général</li> <li>-Le principe d'équilibre du budget général</li> <li>-Principe de répartition des dépenses</li> <li>-Les étapes de préparation et d'approbation du budget</li> <li>-Contrôle de l'exécution du budget général</li> </ul>
La loi internationale privée (1) Nationalité et statut juridique des étrangers	Le droit international privé se caractérise par la multiplicité de ses sources et la diversité de ses règles puisqu'il s'appuie sur diverses branches du droit, outre la diversité de ses sujets tels que les conflits de lois et la compétence internationale,	L'étude des questions liées à la question de la nationalité et à la détermination du statut juridique des étrangers contribue à préciser la nature du lien qui lie le	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit international privé</li> <li>-La théorie générale de la sexualité</li> <li>-Méthodes pour obtenir et perdre la citoyenneté</li> </ul>

	les dispositions relatives à la nationalité et la détermination de la statut juridique des étrangers.	citoyen à son pays et de manière à garantir la préservation de ses droits et l'exercice de ses devoirs, qu'il soit confronté le pays auquel il appartient ou lorsqu'il est étranger dans le cas où il se trouve sur le territoire d'un pays étranger.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Cas de déchéance de nationalité</li> <li>-Dispositions relatives à la naturalisation et ses effets</li> <li>-Le problème des conflits de nationalités</li> <li>-Compétence en matière de conflits sexuels</li> <li>-Centre Juridique pour Etrangers <ul style="list-style-type: none"> <li>-Loi sur la nationalité syrienne</li> </ul> </li> </ul>
Statut personnel (2) La science des ordonnances et des successions	La loi sur le statut personnel tire ses dispositions dans la plupart des pays islamiques, y compris la Syrie, des sources de la législation islamique réglementant les affaires de la famille, de la société et de l'individu, telles que la science des statuts, l'héritage ou l'héritage.	L'étude des questions successorales prévues par la loi sur le statut personnel fournit les connaissances juridiques nécessaires, que ce soit auprès des juges, des avocats ou des intervenants et des intervenants, afin de préserver les droits des héritiers et autres.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction à la science des statuts et des successions</li> <li>-Dispositions et piliers de la succession</li> <li>-Le droit successoral et ses empêchements</li> <li>-Types de succession et héritiers</li> <li>-Problèmes d'héritage et moyens de les définir et de les corriger <ul style="list-style-type: none"> <li>-Transcriptions et sorties en héritage</li> </ul> </li> </ul>

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
Droits réels accessoires	Des droits en nature originaux, en particulier le droit de propriété, il existe des droits accessoires qui nécessitent une connaissance scientifique de leurs dispositions légales, tels que les droits d'hypothèque et de franchise et d'autres droits accessoires.	Connaître les dispositions légales des droits réels auxiliaires permet de traiter les problèmes qui en découlent, que ce soit dans la vie personnelle ou professionnelle, d'une manière cohérente avec la	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Les assurances en nature</li> <li>-Convention d'assurance immobilière</li> <li>-assurances légales obligatoires</li> <li>-Droits hypothécaires</li> <li>-Droits d'usufruit et de servitude</li> <li>-droits de dotation</li> </ul>

		nature des transactions civiles et renforce les garanties juridiques pour les titulaires de droits.	-Droits de franchise
Actifs de mise en œuvre	Le Code de procédure comprend, en plus de ses règles relatives à l'organisation judiciaire et à la conduite des affaires, un autre ensemble de règles réglementant les procédures de preuve et les procédures d'exécution des jugements judiciaires et autres instruments d'acquittement judiciaire.	Il est nécessaire de connaître les principes d'exécution des décisions judiciaires et autres instruments juridiques, afin de pouvoir traiter de nombreuses questions pouvant interférer avec la vie personnelle et parce qu'elles sont une nécessité inévitable pour les diplômés en droit, y compris les juges, les avocats, les notaires, un huissier de justice et d'autres qui pratiquent le travail des droits de l'homme.	-Références exécutives -Réservation et réservation -Exécution sur biens immobiliers et mobiliers -Exécution sur la personne du débiteur -Fonds non exécutés -procédures de recouvrement de créances -Division par Muhasa -Remise d'exécution -costume de mérite
Administration générale	L'administration publique est constituée d'un ensemble de ministères, d'institutions et d'organismes affiliés à l'État, qui, en vertu des pouvoirs qui leur sont confiés, visent à assurer le fonctionnement des services publics et la prestation des services aux citoyens. La science de l'administration publique s'est considérablement développée dans la plupart des pays, notamment en définissant les fondements de l'organisation administrative et les pouvoirs	L'étude des dispositions légales régissant la science de l'administration publique, aide à maîtriser les compétences et les méthodes administratives et à améliorer le travail administratif pour assurer l'exercice efficace de la fonction publique et augmenter les taux de performance et de productivité, en	-Présentation de la science de l'administration publique. -Le développement de la science de l'administration publique -Organes de l'administration publique et leur activité -Organisation de l'administration publique en Syrie -Le leadership administratif et ses méthodes

	exercés par l'administration publique à tous les niveaux.	plus de lutter contre les déséquilibres de comportement, les manifestations de corruption et la routine administrative et la réalisation d'une utilisation optimale des ressources économiques et des capacités humaines.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-décisions de l'administration publique</li> <li>-employés de l'administration publique</li> <li>-Qualification administrative et formation</li> <li>-routine administrative</li> <li>-Réforme administrative</li> <li>-développement de la gestion</li> <li>-Le concept de relations publiques</li> </ul>
<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
le droit commercial (4) Droit maritime et aérien	Il contient un ensemble de règles juridiques réglementant le commerce dans le domaine du transport maritime et aérien de personnes et de marchandises, en plus des dispositions relatives aux accidents maritimes et aériens et aux effets qui en résultent qui nécessitent de trouver des solutions juridiques appropriées en raison de la nature particulière de la mer et le commerce aérien.	Connaître les principales dispositions du droit commercial maritime et aérien, contribue à étayer l'information juridique reçue dans le domaine du droit commercial terrestre, et être capable de connaître les règles régissant le travail de ces deux installations vitales d'une manière qui sert l'environnement commercial , nationale et internationale, et aide à régler de nombreux litiges liés au transport maritime et aérien.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit maritime et aérien</li> <li>-Sources du droit maritime et aérien</li> <li>-Dispositions relatives à la navigation maritime et aérienne</li> <li>-Le régime juridique des navires et des aéronefs</li> <li>-Le régime juridique des ports et aéroports</li> <li>-Contrat de transport maritime et aérien</li> <li>-Contrat d'assurance maritime et aérienne</li> <li>-Dispositions relatives aux collisions navales et aériennes</li> <li>-Système d'aide et de sauvetage <ul style="list-style-type: none"> <li>-Ventes maritimes et aériennes</li> </ul> </li> </ul>
législation fiscale	L'existence de l'impôt comme principale ressource financière de l'État est liée à l'organisation	Comprendre le contenu du système fiscal et son adéquation avec la	-Le concept et le développement du système fiscal

	<p>et au développement des sociétés. Chaque pays a sa propre fiscalité compatible avec sa philosophie économique et sociale, ce qui nécessite d'étudier les fondements juridiques sur lesquels repose la fiscalité et les enjeux juridiques importants qui en découlent.</p>	<p>nature du système existant et l'environnement local et international, et indiquer l'étendue de l'avantage de l'imposition de taxes et de frais et leurs effets positifs et négatifs, et explorer les lacunes dans leur approbation et la perception, en vue du traitement juridique des problèmes fiscaux dans son cadre administratif et judiciaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Caractéristiques de la législation fiscale</li> <li>-environnement fiscal</li> <li>-l'administration des impôts</li> <li>-accords fiscaux</li> <li>-Les principaux systèmes fiscaux dans le monde</li> <li>-Le système fiscal en Syrie</li> <li>-Types de taxes et de frais</li> <li>-Modalités de perception des impôts et taxes <ul style="list-style-type: none"> <li>-Règlement des différends fiscaux</li> </ul> </li> </ul>
<p>La loi internationale privée (2) conflit de lois et spécialisation Judiciaire International</p>	<p>Les relations d'individus comportant un élément étranger soulèvent la question du règlement du conflit entre les lois nationales et la juridiction internationale. Pour cette raison, la pensée des droits de l'homme a créé des règles d'accompagnement qui aident à déterminer la loi applicable et la juridiction compétente pour examiner les litiges impliquant un élément étranger. .</p>	<p>Familiarité avec les règles attributives qui régissent le règlement de la question des conflits entre les lois nationales ou la juridiction internationale, ce qui permet d'acquérir des connaissances dans le règlement des différends mixtes dans lesquels plusieurs législations différentes sont mélangées et nécessitent une connaissance juridique approfondie des moyens de les régler.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La notion de conflit de lois et son évolution</li> <li>-Conflits de lois dans la législation comparée</li> <li>-Règles d'attribution et leurs propriétés</li> <li>-Adaptation dans un système de conflit de lois</li> <li>-Motifs de la saisine et champ d'application</li> <li>-L'impact de l'ordre public sur les conflits de lois</li> <li>-Les règles d'attribution dans la législation syrienne</li> <li>-Conflit de juridiction internationale <ul style="list-style-type: none"> <li>-Exécution des jugements et cautionnements étrangers</li> </ul> </li> </ul>
<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>

Banque Législation	Le secteur bancaire constitue l'intermédiaire nécessaire aux activités économiques dans la réalisation de leurs transferts financiers, et la force efficace pour faire bouger le cours du commerce intérieur et international et son développement. Ce qui nécessite une connaissance de la législation la plus importante réglementant les opérations bancaires et le rôle des lois monétaires et du crédit et des réglementations des marchés financiers dans le contrôle du travail bancaire.	La formation du cadre juridique approprié pour travailler dans le domaine bancaire, qui doit posséder les connaissances juridiques nécessaires des responsables de la gestion des banques, des organes de contrôle ou de surveillance et de leurs clients, afin de développer les capacités du travail bancaire, perfectionner son opérations et éviter les lacunes de son système juridique au service du développement de l'économie nationale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Qu'est-ce que la législation bancaire ?</li> <li>-Introduction au secteur bancaire</li> <li>-Le système juridique de la banque</li> <li>-Dispositions relatives à la surveillance du travail des banques</li> <li>-Comptes et virements bancaires</li> <li>-Crédits documentaires</li> <li>-Dépôts, prêts et garanties</li> <li>-Cartes bancaires</li> <li>-crédit bancaire</li> <li>-remise des obligations commerciales</li> </ul>
Criminologie et punition	Il traite du phénomène du crime et de la punition en expliquant le comportement criminel, les raisons de commettre des crimes et les moyens de les combattre, ainsi que la définition des formes de punition, les moyens de traiter les criminels et les prisonniers, et le suivi.	Contribuer à confronter le phénomène criminel et ses auteurs, ou à travailler dans le domaine de la justice pénale, que ce soit en tant que juge, avocat , police judiciaire, prisons, instituts de réforme, ou dans le domaine de la recherche et des études pénales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction à la criminologie et à la punition</li> <li>-Criminologie et théories de la punition</li> <li>-Comportement criminel et moyens d'y faire face</li> <li>-Le rôle des établissements pénitentiaires</li> <li>-Mesures de précaution et de correction</li> <li>-Précautions de détective pour les comportements déviants</li> </ul>
Diplomatie en langue étrangère	Les relations diplomatiques et consulaires se sont développées sous leur forme traditionnelle fondée sur les coutumes, avant	La connaissance des règles juridiques régissant les relations diplomatiques et	-Présentation des relations diplomatiques et consulaires, de leur

	de codifier leurs règles dans les deux conventions de Vienne réglementant l'échange des missions et un énoncé de leurs tâches, devoirs, immunités et privilèges diplomatiques. La punition.	consulaires contribue à la formation d'un cadre juridique capable de comprendre la nature et l'importance de ces relations et de travailler à leur développement, en particulier pour ceux qui souhaitent travailler dans le domaine politique, diplomatique et consulaire.	évolution et de leurs instances –Devoirs et devoirs des représentants diplomatiques et consulaires –Privilèges et immunités diplomatiques et consulaires –Cas de fin de missions diplomatiques et consulaires
<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Cours au choix ) Groupe Droit privé(</b>
Loi des relations agricole	Le secteur agricole joue un rôle important dans le soutien de l'économie nationale. Par conséquent, il est nécessaire d'étudier les lois des relations agricoles et le système judiciaire compétent pour examiner les cas liés aux relations agricoles.	L'étude de la loi sur les relations agricoles et d'autres législations pertinentes contribue à préparer une génération capable de participer à l'élaboration de ces législations et ce qui préserve les droits des parties prenantes et sert les besoins et les intérêts de la société.	<b>Vocabulaire</b>
Droit de la sécurité sociale	Il comprend un ensemble de règles visant à protéger le travailleur de certaines situations d'urgence et des risques auxquels il est exposé dans l'exercice de son travail, et l'institution chargée de gérer les affaires d'assurance sociale.	L'étude des dispositions en matière d'assurance sociale contribue à clarifier les droits et obligations des parties concernées, à diffuser une culture d'assurance sociale, à assurer la stabilité, la sécurité sociale et le développement économique.	–Introduction à la loi sur les relations agricoles –Loi de réforme agraire –Droit de la propriété agricole –Contrats d'exploitation et d'exploitation –Dispositions relatives aux investissements agricoles –Règlement des différends agricoles

Assurance	Le phénomène de l'assurance s'est répandu du fait de l'évolution de la pensée commerciale et de la prise de conscience croissante de l'importance de l'assurance, qui constitue en soi un travail de nature juridique, notamment en ce qui concerne le contrat d'assurance et les litiges résultant de ce.	Étudier les dispositions régissant le contrat d'assurance et déterminer les droits et obligations des parties concernées contribue à la consolidation de l'idée d'assurance, à sa diffusion et à son traitement. Cela nécessite de préparer un cadre juridique qualifié pour faire face au phénomène de l'assurance et de créer un système approprié pour cela.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Qu'est-ce que l'assurance sociale?</li> <li>-Catégories incluses et exclues</li> <li>-Cas inclus et exclus</li> <li>-Cotisations, rémunérations et pensions</li> <li>-Institution d'assurance sociale <ul style="list-style-type: none"> <li>-Système de sanctions</li> </ul> </li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction et développement de l'assurance</li> <li>-Législation sur les assurances</li> <li>-Les compagnies d'assurance</li> <li>-Contrat et lieu de l'assurance et de ses parties</li> <li>-Droits et obligations des parties</li> <li>-Primes et indemnités</li> <li>-réclamation d'assurance</li> </ul>

Le matière	La description	l'objectif	Vocabulaire
Preuve en matière civile et commerciale	Elle comprend un ensemble de règles et de procédures réglementant l'instruction des preuves, des présomptions,	Connaissance des dispositions régissant la preuve et la preuve, que ce soit au niveau	-Présentation du droit de la preuve et de la preuve

	des témoignages et d'autres éléments qui aident la police judiciaire et judiciaire à rechercher la vérité et à statuer sur celle-ci. Cette loi constitue une partie essentielle et distincte du Code de procédure.	substantiel, procédural ou pratique. Ceux qui travaillent dans le domaine des poursuites et des enquêtes ou dans le domaine judiciaire ne peuvent pas découvrir la vérité sur les crimes dont ils sont saisis sans une parfaite connaissance des principes d'enquête et de preuve.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Évolution des fondements de la preuve et de la preuve</li> <li>-Règles générales de preuve et de preuve</li> <li>-Preuve écrite</li> <li>-Preuves non bibliques</li> <li>-Certification et reconnaissance</li> <li>-Les indices et le droit</li> <li>-Aperçu et expérience</li> </ul>
--	--	--	---

( Groupe de droit pénal ) Cours au choix			
Le matière	La description	l'objectif	Vocabulaire
Code Pénal Militaire	Il comprend un ensemble de règles de fond et de procédure dans le domaine des enquêtes et des procès des crimes militaires, ce qui nécessite de définir le concept et les types de crimes militaires et de clarifier les règles des procès militaires.	L'étude des dispositions du Code pénal et des règles des procès militaires permet de constituer un cadre juridique capable de traiter avec l'organisation judiciaire militaire et de connaître les procédures de conduite et de suivi des affaires devant les tribunaux militaires, en tenant compte des différentes dispositions de certains de ses dispositions de celles stipulées dans le Code pénal général.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au Code Pénal Militaire</li> <li>-Introduction aux règles des procès militaires</li> <li>-Que sont les crimes militaires et leurs types ?</li> <li>-Enquête sur les crimes militaires</li> <li>-Organisation judiciaire militaire</li> <li>-Les origines des affaires devant le tribunal militaire</li> <li>-Règlement du procès devant le tribunal militaire</li> <li>-Jugements des tribunaux militaires</li> </ul>

			–Sanctions militaires et leurs types
Code Pénal Economique	Les délits économiques différent par leurs éléments et les peines qui leur sont imposées des autres délits, car le législateur est strict dans la détermination des modalités de leur lutte et de la responsabilité pénale qui en découle.	La connaissance des règles de fond et de procédure contenues dans le code pénal économique contribue à comprendre la nature particulière de cette catégorie de crimes dangereux pour la structure économique et sociale de l'État et de la société, ce qui ouvre la voie à la formation d'un cadre juridique qui peut les traiter et les combattre.	–Introduction au Code Pénal Economique –Définition de la criminalité économique et de ses éléments –Types de délits économiques –Sanctions pour délits économiques –Crimes d'approvisionnement, de fixation des prix, de fraude et de fraude –Contrefaçon et délits de contrefaçon –Infractions fiscales et douanières –Crimes commerciaux et bancaires

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
droit des mineurs délinquants	L'un des problèmes insolubles est le phénomène de la délinquance juvénile. Par conséquent, il est nécessaire de l'étudier et de clarifier la responsabilité pénale du mineur et de son tuteur, en plus d'expliquer les procédures d'enquête et de jugement et les mesures établies à cet égard.	L'étude du droit des mineurs délinquants aide à former un cadre juridique capable de comprendre la nature particulière des délits juvéniles, ce qui nécessite une connaissance suffisante des causes de la délinquance juvénile, comment y faire face pendant l'enquête et	–Définition de la délinquance juvénile –Présentation de la loi sur la délinquance juvénile –Responsabilité pénale des mineurs et de leurs parents –Sanctions et mesures correctives pour les jeunes délinquants –Justice pour mineurs et institutions auxiliaires –Procédures d'enquête et de poursuite

		le procès, imposer des mesures à son encontre et comment de les appliquer aux établissements correctionnels.	–Procédures de jugement dans les affaires de mineurs –Protection des jeunes délinquants
Extradition	Il comprend un ensemble de règles et de procédures d'extradition, ainsi que des procédures judiciaires de lutte contre la criminalité transnationale.	Former l'étudiant dans le cadre de la lutte contre le phénomène criminel au niveau international. Elle le qualifie également pour faire face à ce phénomène et le traiter de manière à garantir le respect des lois nationales et des dispositions du droit international relatives à la répression des infractions transfrontalières. crimes et dispositions relatives à l'extradition.	–Présentation du concept d'extradition –Coopération législative pour lutter contre la criminalité –Coopération judiciaire pour lutter contre la criminalité –Coopération procédurale pour lutter contre la criminalité –Exécution des commissions rogatoires –Dispositions relatives à l'extradition –L'effet des jugements pénaux étrangers

<b>( Groupe Droit public ) Cours au choix</b>			
<b>Le matière</b>	<b>L'objectif</b>	<b>La description</b>	<b>Vocabulaire</b>
Législation économique	Le système juridique des transactions économiques exprime généralement l'idéologie du système économique et social de l'État. Par conséquent, être familiarisé avec ce	Il existe un ensemble de lois réglementant l'établissement et la circulation des éléments de production en termes de personnes, de capitaux, de biens, de	–Présentation de la science de l'économie et des systèmes économiques –Caractéristiques de la législation économique

	<p>système contribue à créer un cadre juridique qui peut tirer parti des lacunes pour préparer une législation visant à atteindre le niveau de vie approprié pour les personnes et la société.</p>	<p>services et d'investissements, afin de garantir les facteurs de stabilité et de développement économique et social.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Législation régissant la production et la consommation</li> <li>-Législation régissant les marchés et les prix</li> <li>-Législation sur l'épargne et les intérêts</li> <li>-Législation régissant l'investissement</li> <li>-Législation financière et monétaire</li> <li>-Législation réglementant les plans économiques</li> <li>-Législation régissant le commerce extérieur</li> </ul>
<p>Législation douanière</p>	<p>Prendre conscience du contenu du système douanier et de son adéquation à la nature du système existant et de l'environnement local et international, indiquer l'étendue des avantages de l'imposition de droits de douane et leurs effets positifs et négatifs, et explorer les lacunes dans leur approbation et leur perception, en préparation au traitement juridique des questions et problèmes qui en résultent et qui nécessitent une intervention administrative ou judiciaire.</p>	<p>Les droits de douane constituent une ressource financière de base pour l'État et l'un de ses moyens de protection pour contrôler les opérations d'importation et d'exportation. Chaque pays a son propre système douanier qui correspond à sa philosophie économique et sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le concept de régime douanier et son évolution</li> <li>-Caractéristiques de la législation douanière</li> <li>-Administration des douanes</li> <li>-Les principaux systèmes douaniers du monde</li> <li>-Réglementation douanière en Syrie</li> <li>-Définition du droit de douane et ses types</li> <li>-Modalités de perception des droits de douane</li> <li>-Règlement des litiges douaniers</li> <li>-accords douaniers</li> </ul>

Le matière	La description	L'objectif	Vocabulaire
Administration locale	L'étude de l'organisation juridique de l'administration locale contribue à comprendre le contenu de ce style démocratique d'organisation administrative et à la formation d'un cadre juridique qui peut développer le travail de l'administration locale, ce qui contribue à consolider l'esprit d'équipe entre l'État et institutions communautaires, et approfondit l'intérêt du citoyen pour son environnement local et la gestion des affaires de sa communauté.	Le système de décentralisation administrative permet aux habitants des régions de gérer leurs affaires locales, ce qui nécessite d'étudier les bases juridiques d'organisation de l'administration locale et de déterminer ses outils et l'étendue de ses pouvoirs et effets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction à l'administration locale et à son développement</li> <li>-Les fondements de l'administration locale et ses applications</li> <li>-Législation comparée pour l'administration locale</li> <li>-La loi sur l'administration locale en Syrie</li> <li>-modes de gestion locaux</li> <li>-dispositifs d'administration locale</li> <li>-autorités administratives locales</li> <li>-Le rattachement des collectivités locales à l'autorité centrale</li> <li>-Avantages et inconvénients de l'administration locale</li> </ul>
Législation environnementale	Préparer un cadre juridique capable de comprendre l'écosystème et les effets des risques naturels et des polluants qui affectent son équilibre, puis rechercher le système juridique approprié pour protéger l'environnement et réprimer les crimes environnementaux.	L'environnement environnemental est exposé à de nombreux risques, ce qui nécessite la recherche d'une législation appropriée pour le protéger et supprimer les polluants et les infractions nocives.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La nature de l'environnement et de l'écosystème et ses risques</li> <li>-Sources de polluants environnementaux et leurs méfaits</li> <li>-Introduction à la législation environnementale et son évolution</li> <li>-Règles pour la protection de l'environnement terrestre, aquatique et aérien</li> <li>-Crimes environnementaux et leurs éléments</li> <li>-Protection internationale de l'environnement</li> </ul>

Le matière	L'objectif	La description	Vocabulaire
droit du développement international	L'étude de cette branche nouvellement développée du droit international contribue à connaître le mécanisme de formation de ses règles qui incarnaient la volonté des pays dominants sur les capacités des pays en développement, notamment à l'époque coloniale, et les tentatives des pays en développement de reformuler les règles. de cette loi afin de répondre aux aspirations de leurs peuples à exercer la souveraineté sur leurs sources.	Il contient un ensemble de règles juridiques visant à garantir les droits de l'homme et les États dans divers domaines économiques et sociaux, d'une manière qui réponde à leurs aspirations à une utilisation optimale des ressources.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Introduction au droit international du développement et à son développement</li> <li>-Le concept de pays développés et en développement</li> <li>-Droits et devoirs économiques des États</li> <li>-Le principe de souveraineté sur les ressources naturelles</li> <li>-fondements du développement durable</li> <li>-système économique mondial</li> <li>-Les répercussions de la mondialisation et de la privatisation</li> <li>-entreprises multinationales</li> <li>-manifestations de la coopération économique internationale</li> </ul>
Portée internationale (mer, fleuves et espace)	Connaître le contenu de cette loi contribue à clarifier les droits et devoirs des États conformément au concept de souveraineté et aux droits exercés par l'État sur son territoire terrestre, maritime et aérien, ce qui a conduit auparavant à soulever de nombreux différends qui menacent la paix internationale et Sécurité.	Il comprend un ensemble de règles réglementant l'utilisation des ressources communes des mers, des fleuves et de l'espace, qui vise à optimiser l'utilisation des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Droit de la mer</li> <li>droit international des cours d'eau</li> <li>Droit international des cieux nationaux</li> <li>Droit de l'espace extra-atmosphérique</li> <li>Protection du milieu marin, fluvial et aérien</li> <li>La responsabilité internationale de protéger l'environnement</li> </ul>
Droit Pénal International	L'étude des règles du droit pénal international contribue à	Il comprend l'ensemble des règles visant à la	Introduction au droit pénal international

	comprendre le sens de la peine pour avoir commis des crimes internationaux, ce qui nécessite d'étudier les éléments des crimes internationaux et les méthodes de poursuite, d'enquête et de jugement, que ce soit au niveau national ou international.	répression et à la répression des crimes internationaux, notamment dans le cadre des juridictions pénales internationales.	L'origine et le développement du droit pénal international Sources du droit pénal international Le concept de crime international et ses éléments Le principe de compétence universelle -Cour pénale internationale
--	--	--	---

<b>Le matière</b>	<b>La description</b>	<b>l'objectif</b>	<b>Vocabulaire</b>
enjeux internationaux contemporains	Les relations internationales ont été établies en tant que science indépendante lorsque les pays ont reconnu l'importance de son étude, qui nécessite une analyse juridique de certaines questions internationales contemporaines.	L'étude de quelques enjeux internationaux contemporains permet de connaître les règles spécifiques des politiques des pays étrangers et les facteurs qui les affectent, puis d'effectuer une comparaison systématique entre théorie et pratique afin de déterminer l'étendue de la légitimité de tel ou tel comportement au sein de la perspective du droit international et de ses principes.	Le concept et le développement des relations internationales Théories des relations internationales Le concept de légitimité internationale Le concept de sécurité collective Gestion de crise internationale -terrorisme international -interférence extérieure Problèmes de la réalité actuelle